

13^e année

numéro 249

25 Juin 1937

prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

**revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire**

DANS CE
NUMÉRO

La crise du régime stalinien

Gamarnik... Toukhatchevski...

Tcherviakov...

Crimes à Barcelone :

1. Le P.O.U.M. hors la loi.
2. Mort suspecte de Bob Smilie.
3. Arrestation de Nin.
4. Prise d'otages !
5. Disparition de Marc Rhein.

par V. S E R G E

Un "procès de Moscou" en Espagne

par L. N I C O L A S

La collectivisation dans

une petite ville espagnole : Puigcerda

par R. L O U Z O N

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste
révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois 10 fr.
Six mois 20 »
Un an 40 »

EXTERIEUR

Trois mois 13 fr.
Six mois 26 »
Un an 50 »

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Adminis-
tration à la *Révolution Prolétarienne*,
54, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e)

PERMANENCE :

Tous les soirs, de 18 à 19 heures

Tél.: **BOTzaris 21-02**

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 249

(25 juin 1937)

La crise du régime stalinien : Ga-
marnik... Toukhatchevski... Tchervia-
kov... V. SERGE

Crimes à Barcelone :

1. Le P.O.U.M. hors la loi.
2. Mort suspecte de Bob Smilie.
3. Arrestation de Nin.
4. Prise d'otages !

5. Disparition de Marc Rhein V. S.
Un « procès de Moscou » en Espagne .. L. NICOLAS

La collectivisation dans une petite ville
espagnole : Puigcerda R. LOUZON

Notes d'économie et de politique

Vous assassinez la République ! — Le
gouvernement Blum atteint le record
français de l'arbitraire policier. —
Quelle chiasse, Messieurs ! — La
France change de maître : Finaly a
démissionné R. LOUZON

Parmi nos lettres

A propos de l'évacuation d'Irun. — Les
événements d'Espagne. — Un arbi-
trage intéressant.

Faits et documents

La terreur blanche en Catalogne

Entre nous

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

*De faire prédominer dans les
syndicats l'esprit de classe sur l'es-
prit de tendance, de secte ou de
parti, afin de réaliser le maximum
d'action contre le patronat et con-
tre l'Etat;*

*De participer à l'œuvre d'éduca-
tion syndicale en procédant à l'exa-
men des problèmes pratiques et
théoriques posés devant le mouve-
ment ouvrier, et en préconisant la
formation de Cercles d'études syn-
dicales;*

*De maintenir vivant le précepte
de la Première Internationale,
d'après lequel l'émancipation des
travailleurs ne sera l'œuvre que des
travailleurs eux-mêmes.*

Une nouvelle brochure
sur les procès de Moscou

De la Révolution de Lénine

A LA

Contre-Révolution de Staline

Prix : 2 fr. 50

Ecrite par des camarades alle-
mands émigrés, qui ont joué un
rôle de premier plan dans le Parti
Communiste allemand, après les
événements de 1925, cette brochure
est à lire.

Elle montre comment toutes les
tendances révolutionnaires jugent
maintenant, de la même manière,

la contre-révolution stalinienne.

En vente à la **LIBRAIRIE DU TRAVAIL**
17, rue de Sambre-et-Meuse - PARIS (X^e)
Chèque postal: 43-08 Paris

La crise du régime stalinien

Gamarnik

5 juin 1937.

Quoi qu'on sache — pour l'avoir vécu — du régime stalinien, il est des choses dures, implacablement vraies, que l'on n'écrit pas sans répugnance. Que le dictateur sorti des rangs d'un admirable parti prolétarien soit, parmi les Führers, les Duce, les Ghazi, l'homme de sang par excellence, cela révolte étrangement la raison. Voici une année que dure son 30 juin, le massacre de ses vieux compagnons. Nul autre n'a versé à telle profusion le sang des siens : des révolutionnaires d'abord, quand il se retourna contre eux; des bureaucrates et des policiers ensuite qui l'avaient aidé à étrangler la révolution.

Ian Gamarnik, vieux bolchévick, soldat de la guerre civile, personnage de premier plan en Russie blanche et dans l'Armée rouge, s'est suicidé le 1^{er} juin. Que de suicides autour du chef génial et bien-aimé! Skrypnik, combattant d'Octobre, membre du gouvernement de l'Ukraine, ouvre la série politique en 1933 ou 34; Lominadzé, stalinien de la première heure, parent du Chef d'ailleurs, ancien secrétaire de l'Internationale des Jeunes, le suit en 1935, à Sverdlovsk, au moment d'être arrêté, c'est-à-dire quand il se sent trahi et perdu; puis Khandjian, jusqu'alors exécutant docile, secrétaire du P.C. d'Arménie; le vieux Tomski, enfin, du Bureau politique de Lénine, pendant le procès Zinoviev, en août 1936. Aujourd'hui c'est Gamarnik, membre du Comité Central, chef du moral et de la police de l'Armée, suppléant de Vorochilov... (Et c'est probablement la cause de sa mort.)

Série politique ai-je écrit. Car Nina Allilouéva, la jeune épouse du Chef génial, s'est tuée d'un coup de revolver il y a une huitaine d'années... Il a du sang des siens jusque sur les tapis de sa chambre à coucher.

Pas un de ceux que j'ai nommés, sauf Tomski qui se rendit, désarma, se soumit, ne fut vraiment de l'opposition (Lominadzé intrigua une peu, l'esprit torturé de doutes). Tous furent des staliniens fidèles. Tous nous avaient dénoncés, exclus, persécutés sans relâche, nous, opposants communistes de gauche. — Les vrais opposants ne se suicident pas : ou c'est tout autrement, par la grève de la faim, résistance suprême, comme Boutov et Solntsev. Ils s'acharnent à vivre sous le rouleau compresseur, car ils ne désespèrent point, — d'eux-mêmes tout au moins, — étant depuis longtemps fixés sur le régime.

Revenons au suicide de Ian Gamarnik. Tous ces drames du palais dictatorial sont extrêmement obscurs et clairs à la fois. Gamarnik a mis fin à ses jours au moment d'être arrêté. La rumeur, consignée par les journalistes étrangers de Moscou, dit qu'il fut averti par Vorochilov qui aurait consenti à son arresta-

tion. Le communiqué officiel indique qu'il s'était compromis avec des éléments antisoviétiques, trotskistes. Le chef de la police et du moral de l'Armée, compromis de la sorte! Cela tient du délire Vychinski que les historiens futurs ne pourront classer qu'avec l'aide des spécialistes de la psychose collective et commandée... La vérité est certainement beaucoup plus simple. Dans l'Armée aussi, dans l'Armée surtout, il faut éliminer toute la génération d'Octobre. Gamarnik en était. Les coupes sombres au cours desquelles ont disparu Primakov, Poutna, Dimitri Schmidt, Smoutny et bien d'autres héros de guerre civile n'ont pas pu le laisser absolument indifférent. Il était en tout cas impossible que, même parfaitement servile et silencieux, il les approuvât sans réserves et en son for intérieur. Première cause de sa perte. Une autre cause, immédiate, est dans le drame du Bureau politique où personne ne peut plus se fier au Chef et où il ne peut plus se fier à personne. Par la fourberie sans borne qu'il a mise à se débarrasser des anciens membres du Bureau politique, en mettant, d'après nos renseignements, le B. P. actuel devant le fait accompli, il s'est créé et il a créé autour de lui une situation morale intenable. La gravité en est partiellement amoindrie du fait que plusieurs des membres du B. P. sont ses créatures ou n'ont ni valeur, ni influence personnelle (un Kalinine, par exemple). Encore ses créatures ont-elles tout lieu de trembler depuis qu'elles l'ont vu se débarrasser de Iagoda, son homme à tout faire. Seul, Vorochilov a un nom, du caractère, une autorité réelle, le contrôle de l'Armée, puissance formidable.

Vorochilov et Staline se connaissent bien et pourraient être d'intimes amis. La défense de Tsaritsyne en 1918-19, la campagne de Pologne, les intrigues contre l'organisateur de la victoire révolutionnaire, Trotski, pourraient les avoir profondément liés. Mais depuis l'affaire Iagoda il est devenu évident que la complicité la plus intime ne préserve pas de la perfidie du Chef. Comment dès lors composer avec lui, au pouvoir? Il a, en dix ans, implacablement éliminé et finalement assassiné tous ses compagnons de lutte et de dictature; il s'en est pris ensuite à ses serviteurs mêmes. Impossible de lutter, impossible de composer. Psychologiquement et politiquement, Vorochilov est aujourd'hui dans la situation que Boukharine définissait pour lui-même en 1928 : « Si je résiste, il me tord le cou; si j'attends il me le tordra. » — « Gengis Khan, disait encore Boukharine, bon produit du Comité Central... » Boukharine, en ce temps-là était l'idéologue officiel d'un régime dans lequel l'idéologie avait beaucoup plus d'importance que l'Armée.

La perfidie de Staline rend impossible le partage du pouvoir avec lui. Et il le sait. Dès lors, les événements se déclenchent d'eux-

mêmes avec la rigueur de la tragédie antique. Iagoda tombé, Vorochilov *doit*, au nom des intérêts de la défense nationale, en réalité pour contrôler la police politique qui pourrait l'arrêter une nuit, exiger le contrôle des troupes spéciales du Guépéou. Conflit, au moins voilé. On supprime Schmidt, Primakov, Poutna, Smoutny, généraux de la révolution. Si Vorochilov ne les défend pas un tant soit peu, il se discrédite : quel dévouement les militaires peuvent-ils vouer à un chef qui ne sait pas leur éviter les oubliettes? Conflit. La disgrâce de Toukhatchevski est un coup droit au chef de l'armée, même si elle résulte d'un compromis. La mort de Gamarnik un coup plus droit encore. Tout se fait selon la vieille méthode : décimer d'abord l'entourage de celui que l'on vise. Grignoter ainsi ses forces, susciter autour de chaque tête de petits conflits, dont la gravité va grandissant.

Entre temps, d'ailleurs, une mesure assez incroyable a été prise : un décret a créé, dans l'armée, des commissaires politiques dont les attributions ne sont pas des plus nettes en théorie... C'est proclamer que l'armée de la période thermidorienne n'a pas la confiance du dictateur de Brumaire. — Que ce dictateur ait un peu perdu la tête, paraît certain. Son caractère d'Oriental fourbe, dominé par une grande peur, mais que le sang n'effraie point, marquera ce Brumaire d'une effroyable empreinte.

Toukhatchevski...

...Tcherviakov...

17 juin.

Douze jours se sont écoulés depuis que j'écrivais sur Gamarnik les notes que l'on vient de lire. Douze jours pleins de cauchemar et de sang. Depuis plusieurs mois, il est devenu à peu près impossible de suivre de près les péripéties du Brumaire stalinien. Après la génération d'Octobre, voici la première génération thermidorienne, celle qui a porté le Chef génial au pouvoir, a cru en lui, a fait toutes ses basses besognes (et c'est là son péché mortel; elle le connaît bien, elle a des droits sur lui, et il s'en est, lui, cyniquement servi jusqu'à la rendre impopulaire, sinon haïssable), la voici tout entière décimée, jetée dans les prisons, livrée aux tortionnaires des camps de concentration ou aux exécuteurs des caves secrètes...

Une assemblée plénière du Conseil Central des Syndicats Soviétiques fournissait, vers le 15 mai, l'occasion de dénoncer comme ennemis publics les principaux collaborateurs de naguère du grand suicidé Tomski. « Saboteurs de droite et trotskistes » — comprenez qui pourra ! — Milioutine, Iarikov, Kotov, Antochkine... Le journal *Za Industrializatsiou*

(*Pour l'Industrialisation*) dénonce tout à coup l'ancien directeur des usines métallurgiques de Makeevka comme un saboteur trotskiste. Il s'appelle Gvakharia, et il a été l'année passée cité à l'ordre de l'industrie pour l'exécution brillante du plan par ses entreprises qui réussirent à se passer des subventions de l'Etat. Le journal qui l'insulte aujourd'hui écrivait alors : « Résultats stupéfiants ! L'entreprise ateste sa maturité, offre un exemple d'organisation culturelle du travail, montre la croissance de nos cadres d'administrateurs... » — « Honneur à Gvakharia !... ». Ce n'était, paraît-il, que fausses manipulations de chiffres, sabotage et trahison. On se demande avec effarement si le quotidien qui nous l'apprend tout à coup n'est pas en réalité dirigé par les agents secrets d'on ne sait quelle puissance. Gvakharia disparaît, suivi d'une foule d'ingénieurs, de directeurs, d'administrateurs. Le « trotskisme » dévaste toute l'industrie... Ici la vérité éclate et c'est évidemment que l'industrie est placée par le régime bureaucratique dans des conditions de direction intenable. Le mensonge imposé en toutes choses — et par conséquent les faux bilans, les statistiques frelatées — les directives militairement édictées pour suppléer à la collaboration — rendue impossible — des producteurs, la sélection des dirigeants du seul point de vue de la servilité portent leurs fruits et ce sont bien ceux d'un immense sabotage, infiniment onéreux. Et nul précisément n'a mieux requis contre ce régime que Trotski dans son exil : relisez le beau chapitre IV de la *Révolution trahie* : « La lutte pour le rendement du travail ».

L'épuration des milieux littéraires se poursuit parallèlement avec une frénésie presque incompréhensible. Disparaissent sans bruit ou dénoncés comme « trotskistes » — « ennemis du peuple », des écrivains et des savants d'un conformisme plat qui, depuis dix ans et plus, approuvaient en vers, prose, discours, motions, toutes les persécutions, toutes les exécutions... Traître, l'académicien Volguine, suspect, Derjavine, suspectée ou pis la poétesse Vera Inber, disparu Libédinski, un des fondateurs de la littérature communiste, chassé le directeur de la commission du répertoire de théâtre Arkadiev, espion Bruno Jascinski, traître l'ex-secrétaire général des Ecrivains Proletariens Averbach, saboteur le dramaturge Kirchon... Ainsi le Congrès International de la littérature révolutionnaire de Kharkov, le Congrès de la Défense de la Culture, tenu à Paris en 1935, le lancement du « réalisme socialiste » et des « brigades de choc dans la littérature », l'insulte et la persécution contre les écrivains révolutionnaires de tous pays qui se permettaient de penser, contre Giono, Poulaille, moi-même, tout cela fut l'œuvre, des années durant, non de plats staliniens, mais de saboteurs, d'agents de l'ennemi, de trotskistes camouflés... Nous pataugeons visiblement dans l'aberration. Pour mieux me faire comprendre : tous les Aragon et les Jean Richard-Bloch

de Russie sont en prison... (et le plus fort c'est que ceux de France le trouvent naturel).

Coups sombres dans les milieux gouvernementaux. Destitution de Lobov, commissaire du peuple à l'Industrie forestière, un de la vieille garde. Rumeurs persistantes, officieusement confirmées d'ailleurs, sur l'arrestation de Krestinski et de Karakhane, derniers survivants de la diplomatie soviétique du temps de Tchitchérine. Krestinski : ancien secrétaire du Comité Central auprès de Lénine, ambassadeur en Allemagne pendant la période révolutionnaire de 1923 et longtemps après, commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères jusqu'à ces derniers temps. Il fut de l'opposition de gauche autrefois et il comprend à fond ce qui se passe, impossible d'en douter. A supprimer dès lors. Plus effacé, l'élégant Karakhane, qui commença sa carrière à Brest-Litovsk, fut ambassadeur en Chine — sans gloire : c'est lui qui laissa arrêter dans sa légation de Pékin le philosophe Li-Ta-Chao et ses vingt camarades communistes qui subirent la strangulation lente, — ambassadeur en Turquie... Disgracié le Rosenberg de la S.D.N. et de Madrid, où il fit du propre : attendons pour lui les suites. Ces nouvelles éliminations font presque oublier Racovski, Sokolnikov. Dans quelles prisons meurent-ils, ceux-là ?

Je ne retiens, notez-le, que les noms essentiels. Les plus vieux tchékistes suivent enfin Iagoda. Révocation — et sans nul doute arrestation d'Agranov — l'Agranov de la terreur rouge de 1919-1921, qui fusilla le poète Goumilev, l'Agranov qui, en 1927-1928 fit arrêter et déporter en masses l'opposition de gauche. Même sort, Prokofiev, compagnon de Dzerjinski. Pas un n'en réchappera. Le nom de Roudzoutak, membre du bureau politique actuel, disparaît des communiqués officiels. Il fut lié à Tomski, connu beaucoup Lénine. Où sont Préobrajenski, l'un des cerveaux de la Révolution d'Octobre, Avéli Enoukidzé, qui fut pendant plus de seize ans le secrétaire de l'Exécutif Central des Soviets ? Que deviennent les anciens chefs des gouvernements soviétiques Kavtaradzé, Boudo Mdivani, Gogobéridzé ? Il est vaguement question d'un procès à Tiflis. A huis clos, n'en doutons pas, et la mort dans la nuit.

D'Extrême-Orient arrivent en mai-juin trois brefs communiqués annonçant l'exécution à Svobodny (Liberté), de 44 (quarante-quatre) puis de 28, puis de 15 « trotskistes », saboteurs, agents de l'ennemi.

Pas de détails, pas même de noms. Les bureaux exigent une confiance absolue. Ou plutôt, ils s'en moquent. L'Extrême-Orient est un vaste pays, camp retranché où, depuis fort longtemps, il n'y avait plus un seul non-conformiste en liberté. Si l'on y a trouvé des opposants à massacrer, c'a été uniquement dans les camps de concentration.

Deux jours avant de se faire sauter la cervelle, Ian Gamarnik avait été élu au Comité du Parti de Moscou, marque incontestable de

confiance. « Voyez, dira Khroustchev, à la conférence moscovite du parti, le 6 juin, avec quelle adresse les ennemis du peuple réussissent, l'affaire Toukhatchevski éclate. Candidate, l'Humanité annonce simplement d'abord des « mutations dans l'Armée rouge ». C'est « arrestations dans l'Armée rouge ». C'est avoir le génie de l'euphémisme. Le 11 juin, un communiqué annonce le procès secret de huit chefs de l'Armée rouge, en tête le maréchal. Ils auraient « passé des aveux complets ». Bien sûr et MM. Rosenmark, Pritt, Collard et autres juristes en seront tout rassérénés. Rien n'est plus possible pour eux que la peine capitale et qui doit être exécutée sur l'heure, aussitôt prononcé le verdict, d'après la loi draconienne du 1^{er} décembre 1934. Ils sont accusés de haute trahison, complot terroriste, etc., selon l'usage. Le 12, tout est fini, ils sont morts, et leurs dépouilles incinérées. (Par une coïncidence qui caractérise bien notre temps, pendant qu'on les fusille, les frères Carlo et Nello Rosselli sont poignardés sur une route de France...)

C'est, massacrée d'un seul coup, presque toute l'équipe unique au monde des jeunes généraux de la première révolution socialiste. Toukhatchevski forma sous Trotski la première armée de la Volga, s'empara de Simbirsk, par un coup d'éclat, aux heures du plus grand danger, se battit victorieusement contre Koltchak et Wrangel, commanda la marche des Rouges sur Varsovie en 1920, attaqua en 1921, avec Vorochilov, Cronstadt mutiné. (L'offensive sur Varsovie a probablement joué quelque rôle dans sa perte. On sait qu'elle fut faite sur les instances de Lénine, contre les avis de Trotski, et que les malencontreuses opérations de Boudienny, conseillé par Staline, en direction de Cracovie, contribuèrent fortement à la faire échouer. Toukhatchevski était donc un témoin qualifié de l'incapacité militaire du chef génial; or on vient de reviser cette page d'histoire dans les manuels militaires de guerre soviétiques...). Iakir s'était bien battu autrefois en Ukraine contre Denikine. Ouborévitch aussi, après avoir formé, en 1917, les premières gardes rouges de Bessarabie; plus tard, il avait achevé, en 1922, la soviétisation de l'Extrême-Orient. Primakov s'était distingué en Asie Centrale et en Afghanistan. (Il avait appartenu comme Poutna, vers 1926-1927, à l'opposition de gauche). Eideman s'était battu en 1917 à Irkoutsk, puis contre Krasnov dans le Don, contre Denikine et Wrangel en Ukraine. Il dirigeait depuis des années l'Osoaviakhim, société d'aviation-chimie et de préparation militaire des jeunes. Kork et Poutna, moins connus, avaient passé par la guerre civile; Poutna récemment attaché militaire à Londres, passait pour un des meilleurs stratèges soviétiques. Je ne connais pas la biographie de Feldman.

L'Armée rouge est décapitée.

Quelles têtes lui reste-t-il ? Le maréchal Boudienny, auquel nul ne songe à attribuer plus de capacités qu'à un bon colonel de cavalerie;

Blücher, maréchal, dont la valeur n'est pas niée et qui commande l'armée spéciale d'Extrême-Orient est certainement compromis, car il fut question de lui en 1930-1931, au cours des procès Ramsine et Soukhanov. Des regards se seraient tournés vers lui, à cette époque, comme vers un chef possible de l'armée, si le funeste personnel dirigeant de Staline, discrédité par la collectivisation forcée, était contraint de s'en aller. Vorochilov, enfin, qui ne fut jamais qu'une valeur moyenne et dont le sort politique, du reste, est rien moins qu'assuré. De deux choses l'une, en effet. Si ses collaborateurs les plus proches étaient des traîtres, il est à coup sûr disqualifié en tant que commissaire du peuple à la défense nationale. S'ils ne l'étaient pas et s'il les a pourtant laissés fusiller comme tels, il est plus disqualifié encore.

Deux autres chefs de l'armée ont été relevés de leurs commandements et l'on ignore ce qu'ils sont devenus : Levandovski et Mouklévitch. L'exécution des « huit » entraîne évidemment, dans l'armée, des arrestations par centaines, si ce n'est par milliers. Tous les cadres formés par les victimes, tous les hommes qui avaient leur confiance et qui ne sauraient admettre, en leur for intérieur tout au moins, la stupéfiante version de l'accusation doivent être éliminés, ainsi ou autrement. Ils le sont. Enfin, la loi du 9 juin 1935 ordonne la déportation dans des régions éloignées des familles des condamnés pour haute trahison. Les femmes et les enfants des généraux massacrés sont donc partis pour les sables de l'Asie centrale ou pour les toundras glaciales du nord sibérien...

Ce drame est extrêmement obscur. L'accusation d'intelligence avec l'Allemagne fait hausser les épaules. Elle vaut exactement celle d'être « les complices de Pitt et Cobourg », formulée par les Thermidoriens contre les derniers Jacobins. Bien au contraire, tout le passé de guerre civile de ces chefs de l'Armée rouge les prédisposait plutôt contre toute compromission politique avec des pays fascistes. La politique étrangère de l'U. R. S. S. est d'ailleurs faite exclusivement par le Bureau politique. Le jour où tel lui paraîtra son intérêt, Staline recherchera, sans le moindre scrupule de fidélité aux amitiés démocratiques, la collaboration avec Hitler et Mussolini. Cette collaboration, il a continué à l'espérer, ne l'oublions pas, plusieurs mois après l'avènement de Hitler. Et c'est avec raison que l'opinion fasciste considère d'un œil favorable les massacres de Moscou. Le correspondant du *Temps* à Rome téléphonait, le 16 juin, à son journal : « Si Staline débarrasse (la révolution russe) de cet élément (bolchévique), les rapports de Rome et de Moscou sont susceptibles d'être envisagés d'une tout autre façon... L'Italie est favorable au principe dictatorial. Toutes ses sympathies vont aux mouvements totalitaires. Or, chaque jour davantage, Staline devient dictateur et peut compter sur les masses. Hitler,

Mussolini, Staline, tous trois issus du peuple, arrivent à se trouver dans la même situation. Bien plus, les uns et les autres déclarent gouverner au nom du prolétariat et se voient forcés par la nature et l'essence même de leur pouvoir de se dresser contre l'idéal démocratique et libéral. Bref, à Rome, on est porté à voir dans le drame moscovite actuel une évolution de la situation intérieure de la Russie; susceptible peut-être de provoquer des changements profonds dans la situation européenne. » (1)

Y a-t-il vraiment eu un procès Toukhatchevski, même à huis clos? J'en doute fort. Il était psychologiquement et politiquement impossible de permettre aux victimes désignées de s'expliquer tant soit peu, en tête à tête avec leurs pairs. Impossible, de même, de laisser entendre ces explications à un personnel de tribunal, gardes, greffiers, secrétaires, sténographes, à moins de supprimer ensuite ce personnel, devant quoi d'ailleurs on n'eût pas reculé. Fait caractéristique, on ignore où aurait siégé le tribunal. Autre fait, sa composition même a varié d'un jour à l'autre : le maréchal Egorov d'abord nommé parmi les juges, ne l'a plus été le lendemain. Pourquoi, s'est-on demandé avec raison, ni Vorochilov, ni l'amiral Orlov ne sont entrés dans la composition du tribunal? Enfin, un long communiqué, signé de Vorochilov et paru le 13, nous apprend que l'affaire fut étudiée par le gouvernement et le Conseil supérieur de la Guerre du 1^{er} au 4 juin, une semaine avant le prétendu procès secret. C'est évidemment alors que toutes les décisions furent prises; ce fut là le véritable procès, en admettant bien entendu que l'on puisse ajouter foi à la déclaration Vorochilov, peut-être rédigée à seule fin d'engager la responsabilité du commissaire à la Défense, de même que les listes de juges publiées n'ont d'autre raison que d'engager la responsabilité des Blücher, Aksnis, Chapochnikov, Dybenko et autres. En trois jours, l'accusation a également varié. Il n'était question, le 11, que de haute trahison. La déclaration Vorochilov confond Toukhatchevski et les huit généraux fusillés avec « tous les agents de l'étranger, agissant sous la direction de ce fasciste enragé, traître infâme aux ouvriers et aux paysans, Trotski ». Elle précise que « cette bande... préparait l'assassinat des dirigeants du parti et du gouvernement ». Or, il n'avait été question dans le résumé d'acte d'accusation du 11, ni de trotskisme, ni de terrorisme.

Devant une opinion publique frappée de stupeur et bâillonnée, on peut évidemment se permettre après coup toutes les variations...

Le plus invraisemblable me paraît être que, après l'affaire Iagoda et la décimation des cadres du Guépéou, force militaire, ne l'oublions pas, tout le personnel dirigeant de l'entourage

(1) Ces lignes paraissent pendant l'agonie de Bilbao qui tend à démontrer que l'aide technique prêtée par l'U.R.S.S. à la République Espagnole a pratiquement cessé ou très fortement diminué.

même du Chef s'est senti menacé. Et le Chef lui-même s'est senti en danger. Mais le commandement de l'armée étant, depuis la liquidation de fait du parti, la seule force réelle, après la police et l'appareil du Bureau politique, Staline n'avait que lui à redouter. Il a suffi, dans ces conditions, non de conciliabules, mais de propos à mi-voix tenus entre vieux soldats de la Révolution, à peu près sûrs les uns les autres, se demandant une fois de plus: Que faire? Où nous mène-t-il? Où mène-t-il le pays? — il a suffi de cela pour mettre en branle instantanément la lourde machine à fabriquer des complots et des cadavres.

Au moment où j'achève ces lignes, une dépêche officielle confirme le suicide de l'un des présidents de l'U. R. S. S., Tcherviakov, chef du gouvernement de la Russie blanche. Le rédacteur de l'agence Tass, un sinistre pince-sans-rire, écrit que Tcherviakov a mis fin à ses jours pour des raisons de famille. Il était lié à Ian Gamarnik, blanc-russien comme lui, à Goloded, Diakov, Benek, Arabey, commissaires du peuple de la république fédérée de Russie blanche, tous déclarés complices du général fusillé Ouborévitch, qui commandait cette région militaire.

Pendant plusieurs jours, après les exécutions, la presse soviétique ne publie plus que résolutions enthousiastes, admiratives, exaltées, joyeuses, votées par tout le monde sans exception pour approuver le massacre des généraux. Comme il est tant de fois arrivé, les fusillés de demain applaudissent au supplice des fusillés d'hier. On vit dans une odeur de sang; c'est à qui s'avilira davantage par ordre. Suspect, le poète Bezymenski, dont tous les amis de jeunesse sont dans les camps de concentration, approuve en vers l'exécution de la « vermine Toukhatchevski ». Demian Biédny, autre mirliton « maudit trois fois les mères qui ont enfanté ces traîtres ». Le comte Alexis

Tolstoy écrit que « le Stavroguine de Dostoïewsky nous offre l'exemple d'un trotskiste potentiel... » (*Textuel.*) Il signe avec Gladkov, Pasternak (lui-même vilipendé...), Fédine, Chokolov, l'éloge du Guépéou, en réclamant la mort des trotskistes et des agents de l'ennemi...

Ces proscriptions ne rappellent que celles des pires jours de l'Empire romain. Le Chef a-t-il perdu le contrôle de lui-même? S'il voulait atteindre dans ses forces vives la puissance de son propre régime, que pourrait-il faire de mieux ou de pis? L'abcès stalinien crève. La crise est ouverte. Mais de cette crise les travailleurs n'ont pas grand'chose à attendre, pour le moment.

Dix années de dictature de la bureaucratie ne laissent aujourd'hui de solutions qu'à la réaction. La crise actuelle est celle du personnel dirigeant de la nouvelle classe ou caste privilégiée. C'est aussi celle de ses méthodes de gouvernement. Staline incarne la peur, la fourberie, la duplicité, la terreur. Il pèse au pays. Il pèse à ceux qu'il représente au pouvoir. Il les conduit peut-être aux abîmes à plus ou moins longue échéance. Réussira-t-il à durer, non contre des conspirations inexistantes, qu'il invente dans ses insomnies, mais contre la résistance cachée, sporadique, inavouée, inconsciente même de tous ceux qui lui obéissent en se demandant s'il est fou? S'il réussit, un despotisme sans nom se stabilisera pour quelque temps sous les enseignes déshonorées du socialisme d'Octobre. S'il échoue et fait place à d'autres, il est probable que la réaction bureaucratique s'assouplira, cherchera, par des concessions à la petite propriété, à se réconcilier avec les paysans, laissera respirer son personnel, tentera de se donner des apparences démocratiques, et réservera toutes ses rigueurs aux oppositions irréductibles qui maintiennent en U. R. S. S. l'idée socialiste.

Victor SERGE.

Un "procès de Moscou" en Espagne

La grande presse vient de diffuser la nouvelle d'un grand complot découvert à Madrid organisé par la « Phalange Espagnole » avec la complicité directe du P.O.U.M.

En d'autres temps pareille accusation aurait simplement soulevé l'hilarité générale; en effet, c'est inculper de complicité avec la réaction la plus farouche un parti qui lutte depuis des années dans les rangs des révolutionnaires avec une énergie inlassable, qui a perdu des centaines de militants sur tous les fronts de la guerre civile, qui entretient actuellement encore des colonnes extrêmement actives. L'énoncé de l'accusation aurait suffi à détruire celle-ci.

Seulement voilà, les staliniens ont introduit dans la technique des procès-complots des innovations essentielles. Et le procès qui se prépare contre le P.O.U.M. est signé Vychinski et Léjov par les méthodes employées.

D'abord l'amalgame avec les blancs; ensuite l'inculpation d'espionnage encadrée de toute

une campagne de patriotisme. Ainsi, à Barcelone, dans les locaux du P.O.U.M. envahis et occupés par les policiers de Valence le drapeau rouge est arraché et remplacé par le tricolore. Non seulement les bâtiments de ce parti sont confisqués de cette façon, mais même des institutions auxiliaires comme l'Institut Maurin, une sorte d'école supérieure sociale, ont subi le même sort.

Autre trait caractéristique du Guépéou international: l'aide même aux emprisonnés politiques est poursuivie comme un crime; le Secours Rouge de ce parti est fermé; ainsi non seulement les prisonniers seront affamés, mais encore toute assistance juridique devient impossible. Enfin le Guépéou a toujours pratiqué l'arrestation d'otages; les femmes d'Andrade et de Gorkin, militants connus du P.O.U.M., sont arrêtées, simplement parce que leurs maris sont réfugiés dans l'existence clandestine et que la police n'a pu mettre la main sur eux.

Simultanément les serviteurs de Staline

cherchent à expliquer la rapidité du procès et le huis clos dans lequel il va se dérouler en éloignant les accusés de Barcelone où une résistance de la masse ouvrière est toujours à redouter. André Nin est transporté vers Murcie, la ville où une Tchêka communiste fut découverte par les Jeunesses Libertaires.

Ces transports de prisonniers se terminent souvent par leur disparition ou leur assassinat.

Le Guépéou espère que la C.N.T. va garder le silence sur son activité en ne touchant pas provisoirement aux membres de ses comités

dirigeants; mais déjà beaucoup de militants anarcho-syndicalistes se trouvent parmi les détenus.

Dans tous les cas il appartient aux syndicalistes français de tenter d'empêcher que le crime s'opère dans le silence; il faut qu'au cours des jours prochains télégrammes et délégations syndicales affluent à l'ambassade d'Espagne et que le « distingué juriste et savant Ossorio y Gallardo » fasse savoir à ses maîtres que leur infamie est démasquée.

L. NICOLAS.

Crimes à Barcelone

1. **Le P.O.U.M. hors la loi.**
2. **Mort suspecte de Bob Smilie.**
3. **Arrestation de Nin.**
4. **Prise d'otages !**
5. **Disparition de Marc Rhein.**

Qu'il est facile, par ces temps noirs, ces temps de scélératesses et de silences compli-cés, d'être bon prophète ! On m'accordera que je n'ai pas eu tort d'annoncer dès août dernier l'extermination de toute la vieille génération bolchévik. J'eusse infiniment mieux aimé me tromper. Et voici que d'un autre bout de l'Europe m'arrivent, prévues, trop prévues, de tragiques nouvelles confirmant littéralement ce que j'écrivais ici même, dans *La Flèche*, dans *Le Crapouillot*, l'automne dernier : le guet-apens stalinien en Espagne.

Lors de la crise du cabinet Caballero, le parti stalinien exige la mise hors la loi du Parti Ouvrier d'Unité Marxiste, le P.O.U.M. Caballero refuse d'étrangler ainsi, à la fois, la constitution républicaine et le mouvement ouvrier révolutionnaire. M. Negrin paraît avoir accepté, puisqu'il le fait.

On sait que dans les sanglantes journées de mai de Barcelone, les masses de la C.N.T. ont réagi de leur propre initiative contre l'agression stalinienne du central téléphonique (le 3 mai), soutenues sans réserves par le P.O.U.M. et implicitement désavouées par les dirigeants de la C.N.T.-F.A.I. La manœuvre stalinienne consiste à rendre le P.O.U.M. seul responsable de la résistance ouvrière. Cette manœuvre, les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. semblent la vouloir tolérer. Le P.O.U.M., avec ses 40.000 à 50.000 membres, est un petit parti, par rapport à la C.N.T., qui dépasse sans doute de loin le million d'adhérents; et ce petit parti fait une politique très décidée. C'est donc par lui qu'il faut commencer la répression contre-révolutionnaire.

Voici les faits, dans toute leur gravité.

Fin mai, la *Batalla*, l'excellent quotidien du P.O.U.M., est suspendue à terme indéfini.

Le gouvernement refuse au parti l'autorisation de publier un autre quotidien. Il tord le cou à la liberté de la presse.

Dans un article du 1^{er} mai, invitant les ouvriers à se montrer vigilants, l'arme aux pieds et à former le front révolutionnaire, Julien Gorkin est inculpé d'appel à la sédition, mais laissé en liberté provisoire.

Vers le 15 juin, nous apprenons le drame suspect de la mort de Bob Smilie. Correspondant de l'Independent Labour Party auprès du P.O.U.M., arrêté par les autorités espagnoles à la frontière française qu'il s'appretait à franchir avec des papiers en règle pour regagner l'Angleterre, il est conduit non à Barcelone, mais à Valence, où il meurt presque aussitôt en prison d'une bien inexplicable appendicite. Pauvre vaillant camarade ! On sent dans sa fin je ne sais quoi de russe.

Le 16 juin, quarante arrestations des principaux militants du P.O.U.M. (Comité Central et Exécutif) sont ordonnées par Valence à Barcelone. André Nin et nombre d'autres militants de toutes les heures de la révolution espagnole sont arrêtés. Gorkin et Juan Andrade n'ayant pas été trouvés, *on arrête leurs femmes, en qualité d'otages !* Enormité du genre fasciste et style des opérations spécifiquement stalinien, à la fois.

Le poste de T.S.F. du P.O.U.M. est saisi. Le parti est pratiquement mis hors la loi. Que reste-t-il de la démocratie espagnole pour les ouvriers ?

Mundo Obrero et *Treball*, feuilles stalinien-nes, demandent la peine de mort pour Gorkin. Quelle est, devant ces choses, l'attitude de la C.N.T. ?

Ici, un avertissement. André Nin ne souffre d'aucune appendicite chronique. Il est jeune, il a le cœur solide. Nous ne croirons ni à l'appendicite soudaine, ni à l'embolie. Il faut que sa vie soit sous la sauvegarde des véritables organisations ouvrières de Catalogne.

Et posons les questions que personne ne pose : les assassins de Camillo Berneri, policiers de la Généralité et gens du P.S.U.C. (stali-niens) sont connus. Font-ils l'objet de poursuites ?

Les assassins de Quico Ferrer, Francisco Ferrer, petit-fils du grand fusillé de Montjuich, lui-même fusillé dans la rue à Barcelone, le 6 mai, par des gens à brassards du P.S.U.C., sont connus. Sont-ils poursuivis ?

Les ravisseurs de Marc Rhein-Abramovitch, jeune ingénieur russe, fils du vieux socialiste russe, membre de l'Exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste, les ravisseurs de Marc Rhein, disparu depuis six semaines et plus, on les devine. Pourquoi donc un silence si lourd pèse-t-il sur ce crime sans nom ?

V. S.

LA COLLECTIVISATION
DANS UNE PETITE VILLE ESPAGNOLE

Puigcerda

(Février 1937) (1)

L'un des lieux de Catalogne où, de l'avis général, la « collectivisation » a été le plus poussée, est la petite ville de Puigcerda, située dans les Pyrénées, tout près de la frontière française.

UNE VILLE ESSENTIELLEMENT PETITE-BOURGEOISE

L'expérience de Puigcerda est l'une des plus intéressantes qui soit, car rien ne semblait destiner cette ville à marcher en tête de la collectivisation.

Tout au contraire !

Puigcerda était essentiellement une ville petite-bourgeoise, une ville type de petite bourgeoisie commerçante et parasitaire.

Elle se présente sous la forme d'un gros bourg perché sur un mamelon d'où on domine cette admirable plaine de Cerdagne, qui s'étale en plein milieu des Pyrénées, à quelque 1.200 mètres d'altitude, entre deux hautes barrières montagneuses qui, par leur autre flanc, descendent, l'une vers l'Espagne, l'autre vers la France.

La France et l'Espagne se sont partagées à peu près par moitié cette plaine, dont le sol extrêmement fertile porte de magnifiques récoltes de céréales et de pommes de terre, ainsi que des pâturages aux points les plus bas. Aussi est-ce un pays fortement peuplé, où les villages se pressent les uns sur les autres.

Le rôle de Puigcerda est d'abord d'être la « capitale » de ce pays. Elle est la « ville » de la campagne environnante, c'est-à-dire le centre commercial et administratif que requiert toute région agricole : le lieu où l'on vient vendre ses produits, faire ses achats, consulter son notaire, deviser et voir les femmes. Mais en outre, cette fonction s'était, depuis quelques années, doublée d'une autre :

(1) Cet article a été écrit à l'époque à laquelle il se rapporte. La censure postale l'a empêché alors de sortir d'Espagne.

Depuis février, la situation politique a, comme l'on sait, complètement changé à Puigcerda. Le grand animateur, Antonio Martin, fut tué fin avril, à Bellver avec plusieurs autres camarades ; le contrôle de la frontière française, jusque-là exercé par les milices ouvrières, est passé entre les mains des carabiniers ; la terreur blanche sévit : à l'heure actuelle, presque tous les militants doivent avoir été assassinés ou emprisonnés.

Quelles répercussions ces événements ont-ils eu sur l'œuvre de construction sociale et économique qui est décrite ici ? — Fin mai, on m'assurait que sur ce terrain, la contre-révolution n'avait encore rien osé toucher. En est-il toujours de même ? Je n'ai pu le savoir.

Puigcerda était devenue une ville de tourisme, elle servait de résidence d'été à nombre de bourgeois espagnols fuyant la chaleur des grandes villes ou des plateaux du centre. En troisième lieu, enfin, mais ceci est moins important, Puigcerda, qui est située juste au débouché du col de Puymorens, par où passe la ligne directe Toulouse-Barcelone inaugurée vers 1928 ou 1929, si mes souvenirs sont exacts, possède, depuis cette date, une gare internationale qui en fait un lieu de transit franco-espagnol assez important.

Tout cela a finalement donné une ville d'un peu plus de 4.000 habitants, serrés pour la plupart dans le vieux bourg aux rues étroites, où abondent hôtels et magasins. Près du bourg, soit dégringolant les pentes, soit s'égaillant sur le plateau autour d'un lac joliment aménagé, de nombreuses villas modernes s'élèvent pour les riches estivants. Enfin, en bas, s'espaçant à larges intervalles dans la plaine, quelques usines : une fabrique de lait condensé et trois usines textiles.

Tel est le centre qu'il s'agissait de « collectiviser ».

LA COLLECTIVISATION DU PETIT COMMERCE

Les pseudo-marxistes auraient sans doute estimé que, puisque Puigcerda ne comportait pas de très grande industrie, il n'y avait qu'à la laisser en dehors de toute socialisation. Les plus hardis auraient peut-être tout juste proposé de socialiser la fabrique de lait condensé et les usines textiles, mais tous auraient certainement considéré comme un sacrilège de tenter une collectivisation des moyen et petit commerces qui, pourtant, sont ici l'essentiel même de la vie économique, et, par suite, la base de l'exploitation capitaliste et bourgeoise.

Mais à Puigcerda il y avait, non de pseudo-marxistes, mais des camarades de la C.N.T. Ceux-ci prirent le taureau par les cornes ; c'est au plus difficile que, dès l'abord, ils s'attaquèrent : la collectivisation du petit commerce.

La coopérative

Cette collectivisation s'opéra principalement au moyen de la création d'une *coopérative*.

Une coopérative générale, qui comprend tout : épicerie, boucherie, charcuterie, boulangerie, tissus, tailleur, coiffeur, dentiste, pharmacien, café, hôtel, etc.

Cette coopérative est constituée sur un type dont nous n'avons pas, je crois, en France, l'équivalent. Si, par son rôle économique, elle semble l'analogue de nos coopératives de consommation, dont la fonction principale est de

vendre aux consommateurs, elle en diffère totalement par sa constitution, les consommateurs n'intervenant à aucun titre, ni dans sa direction, ni dans la répartition des bénéfices.



L'un des salons de coiffure de la coopérative

A vrai dire, sa structure n'est pas encore définitive. Pour le moment, la coopérative est gérée par un Comité composé exclusivement des représentants des Syndicats de la C.N.T. qui l'ont fondée, mais ce n'est là, manifestement, qu'une situation provisoire; ce qu'on envisage pour l'avenir serait, à ce qu'il m'a semblé, une administration mixte composée, d'une part, par les représentants des travailleurs de la coopérative, d'autre part, par les représentants de la municipalité. Cette coopérative tiendrait ainsi, quant à sa structure juridique, à la fois de la coopérative de production et du service public.

En tout cas, c'est au sein de cette coopérative que se trouvent dès maintenant collectivisés la plupart des petits commerçants de Puigcerda.

La plupart, mais pas tous. L'entrée dans la coopérative n'est, en effet, pas obligatoire, de sorte que, dans certaines branches, il existe encore, à côté des magasins coopératifs, des commerçants privés, à une condition cependant, condition essentielle : que ceux-ci n'emploient pas de salariés (2). C'est le cas, par

(2) L'un des avantages que procure la non-obligation de la collectivisation est d'assurer dans une certaine mesure l'indépendance intellectuelle et la liberté de propagande. Ainsi, il s'est ouvert à Puigcerda au début de février, un nouveau magasin de librairie dénommé « librairie internationale ». Il n'appartient ni à la coopérative, ni à la municipalité; juridiquement il relève donc du commerce privé; en fait, cette librairie est celle des Jeunes libertaires, sous le contrôle desquelles elle fonctionne.

exemple, pour la boucherie, la mercerie, les hôtels. Par contre, les cafés, les coiffeurs, les tailleurs, les dentistes, les pharmaciens sont tous dans la coopérative. Vous ne pouvez, à Puigcerda, vous faire raser ou arracher une dent ailleurs qu'à la coopérative.

Tous ces commerçants sont passés à la coopérative, avec armes et bagages, je veux dire avec leur matériel et leurs marchandises, et cela a constitué le premier fonds de la coopérative.

Celle-ci a son siège administratif et son centre principal d'affaires dans un grand immeuble situé sur la place centrale de la ville. Au rez-de-chaussée, l'épicerie, la vente du pain, du vin, etc.; au premier étage, deux magnifiques salons de coiffure, l'un pour les hommes, l'autre pour les femmes, ainsi que la mercerie; au deuxième, l'atelier des

tailleurs; plus haut, le cabinet des dentistes.

En dehors de ce siège central, la coopérative comporte de multiples annexes : une boucherie, un magasin de ventes de légumes, un beau magasin de nouveautés, une pharmacie, des hôtels, tous les cafés, un atelier de fabrication de pâtes alimentaires, et aussi tous les fours des anciennes boulangeries.

Au total, la coopérative occupe 190 personnes.

Les services municipaux

Malgré le caractère très général de cette coopérative, il existe tout de même un certain nombre de métiers qui n'ont pu rentrer dans son cadre : ceux-là, on les a *municipalisés*. Ils sont devenus des services publics, dépendant directement du Conseil municipal.

Ce dernier est formé de trois délégués de la C.N.T., trois délégués de l'U.G.T. (l'organisation syndicale stalino-réformiste) et trois délégués de la Gauche Catalane (le parti bourgeois catalan).

Ont été ainsi municipalisés les transports (il s'agit des camions, des cars et des voitures particulières), le bâtiment, la voirie, etc.

Dans la direction de ces services municipalisés, les syndicats intéressés interviennent; malheureusement, un départ un peu précipité m'a empêché de préciser quelles étaient les parts de pouvoir respectives du Conseil municipal et des syndicats. Il est d'ailleurs probable que ce n'est pas encore très fixé.

Est aussi service municipal la station émettrice de radio, installée depuis la Révolution, grâce au concours bénévole d'un technicien de

l'électricité appartenant à la Gauche Catalane, et dont les émissions sont sous le contrôle de deux représentants syndicaux, l'un de la C.N.T., l'autre de l'U.G.T. (3).

L'habitation a été, elle aussi, municipalisée. Depuis le début de la Révolution, on ne paye plus de loyer, mais on est en train d'établir un cadastre qui partagera toutes les habitations en deux catégories, selon leur qualité, et on fixera un prix de loyer au mètre carré pour chacune des deux catégories, loyer que percevra la municipalité.

Deux fermes importantes, qui ont été abandonnées par leurs propriétaires, sont devenues également propriété de la commune. La municipalisation de ces deux fermes est d'ailleurs la seule collectivisation qui ait été appliquée à la campagne. Le régime agricole général de la Cerdagne est la petite propriété : le propriétaire exploitait lui-même, seul ou avec un petit nombre d'ouvriers. On n'a pas touché à ces exploitations, même dans le cas — assez rare d'ailleurs — où elles emploient des salariés. A la différence du patronat de la ville totalement supprimé, et de l'artisanat de la ville profondément touché, le petit patronat et l'artisanat de la campagne sont donc, à Puigcerda, restés intacts.

LA COLLECTIVISATION DE L'INDUSTRIE

Il nous reste à voir la collectivisation de l'industrie proprement dite, c'est-à-dire de ces usines établies dans la plaine que j'ai indiquées plus haut : la fabrique de lait condensé et les usines textiles, auxquelles j'ajouterai une exploitation de lignite située à une dizaine de kilomètres de Puigcerda, donc bien en dehors du territoire de la commune, mais que les camarades de Puigcerda ne me pardonneraient pas de passer sous silence, parce que c'est leur œuvre et que c'est peut-être celle dont ils sont le plus fiers.

Ces trois industries ont été collectivisées (au sens large du mot) sous trois formes différentes : le lait condensé a été « collectivisé » au sens restreint du mot, tel que l'ont défini les décrets de collectivisation, le textile a été placé sous le « contrôle ouvrier », et le lignite a été, pourrait-on dire « syndicalisé ».

La collectivisation du lait condensé

La fabrique de lait condensé est une usine toute neuve, qui n'était même pas encore entièrement terminée au 19 juillet. Elle était la propriété d'une société anonyme espagnole. La collectivisation a fait passer la gestion entre les mains d'un conseil de sept membres, nommés par l'assemblée générale des travailleurs de l'entreprise, et comprenant un représentant des techniciens, deux représentants des employés et quatre représentants des ouvriers. C'est parmi ce conseil qu'est choisi le directeur.

L'entreprise fait elle-même ses achats qu'elle règle en pesetas avec ses propres ressources, notamment l'achat du lait qu'elle fait ramasser à domicile chez les paysans et dont elle leur verse le prix toutes les semaines.

Pour la vente, on procède ainsi : tout le lait condensé fabriqué est expédié à Barcelone au « Comité de Contrôle du Lait », composé de représentants de la C.N.T. et de l'U.G.T., qui en assure la répartition aux détaillants et en paie le prix à la fabrique.

Les bénéfices, qui sont très élevés, paraît-il, sont destinés aux travaux d'amélioration et d'agrandissement de l'usine, sauf une part qui, sous une forme qui ne paraît pas encore très bien définie, va à la municipalité.

Au moment de ma visite, l'usine était en plein fonctionnement. Elle occupait 46 ouvriers et traitait 8.000 litres de lait par jour. Le travail s'y exécutait à un très bon rythme, dans une atmosphère véritablement euphori-



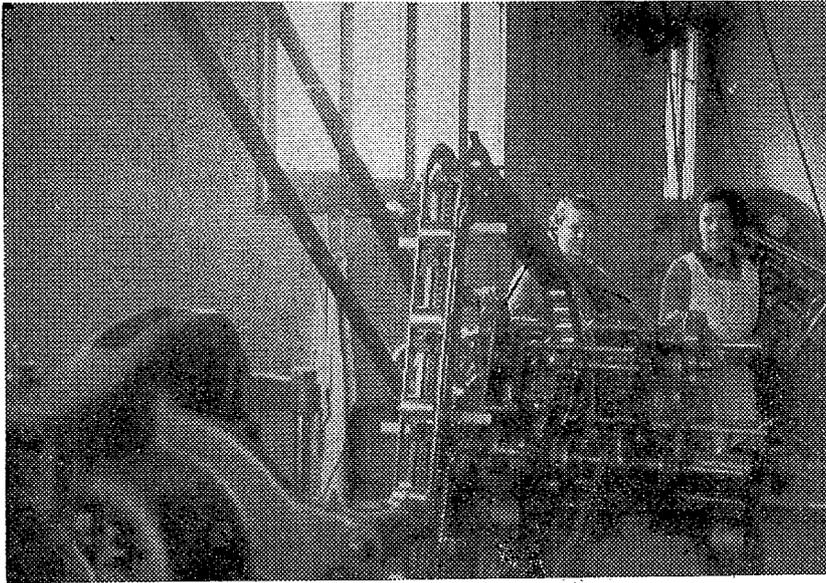
L'atelier des tailleurs et couturières dans la coopérative

(3) Longueur d'onde: 46 mètres; puissance: 1 hectowatt; 3 émissions par jour, dont l'une, à 22 heures, en français.

que. On sentait que chacun « travaillait de bon cœur ».

Avant la Révolution, cette usine avait deux techniciens : un Allemand et un Suisse. Lors

de la collectivisation, l'Allemand est parti, le Suisse est resté. C'est lui qui a été nommé directeur, et il m'a paru participer à l'allégresse générale.



Le sertissage des boîtes à la fabrique collectivisée de lait condensé

Plusieurs modifications ont été apportées depuis la collectivisation. Le prix d'achat du lait aux paysans a été porté de 0,35 peseta le litre à 0,40 peseta; malgré cette augmentation et celle, encore plus grande, du prix du sucre, la boîte de lait condensé continue à être vendue au même prix. D'autre part, avant la collectivisation, on faisait plusieurs qualités de lait condensé, les qualités inférieures étant obtenues avec un lait partiellement écrémé; maintenant, on ne fait plus qu'une seule qualité: celle provenant de lait entièrement non écrémé. Dans un autre ordre d'idées, une amélioration importante a été apportée au confort des travailleurs par l'installation du chauffage central dans les ateliers.

Tout serait donc parfait si l'entreprise ne rencontrait malheureusement d'assez grandes difficultés pour se procurer certaines matières premières et auxiliaires, telles que le fer-blanc et le charbon.

C'est la fabrique elle-même qui fait ses boîtes; or, la seule usine espagnole de fer-blanc est située dans la région de Bilbao, dont on est pratiquement coupé; il faut donc acheter le fer-blanc à Marseille ou à Londres, ce qui, étant donné le bas cours actuel de la peseta, revient très cher. De même, pour le charbon, les seuls gisements importants d'Espagne étant ceux des Asturies, dont la Catalogne est également coupée.

Le textile sous le contrôle ouvrier

Les décrets pris par le gouvernement de la Généralité de Catalogne prévoient, à côté de

la collectivisation, la mise sous contrôle ouvrier de certaines entreprises. C'est ce second régime qui a été appliqué aux deux entreprises textiles de Puigcerda, ainsi d'ailleurs, semble-t-il, qu'à la plupart des autres usines textiles de la région

Pourquoi ces usines ont-elles été simplement placées sous contrôle, et non collectivisées?

Les réponses qu'on m'a données sont multiples, ce qui fait préjuger qu'aucune n'est bien satisfaisante. On m'a dit: c'était plus commode de laisser en nom le patron, pour des raisons commerciales et financières. On m'a dit: c'est parce que les travailleurs de l'entreprise en ont ainsi décidé. On m'a dit: c'est parce que ces usines employaient moins de 100 ouvriers et que les décrets de la Généralité ne prévoient la collectivisation que pour les usines de plus de 100 ouvriers, et comme j'ob-

jectais la collectivisation de la fabrique de lait condensé, qui n'a que 46 ouvriers, on m'a répondu que c'est parce que le lait condensé, servant à l'alimentation des soldats, était assimilé à la fabrication du matériel de guerre, dont les décrets prévoient la collectivisation totale.

La véritable raison est peut-être une autre: à Puigcerda, les ouvriers du textile sont surtout syndiqués à l'U.G.T., et l'on sait que, sous l'influence du parti dit communiste, hostile à la collectivisation, l'U.G.T. de Catalogne freine la collectivisation le plus possible.

Les usines textiles de Puigcerda sont au nombre de trois, dont deux appartiennent au même patron. Comme toutes celles de la région, elles sont établies le long d'une rivière (en l'espèce le rio Carol), qui leur fournit directement la force motrice.

L'une des deux entreprises comporte filature et tissage; elle est très ancienne: elle date de quelque cinquante ans, et le matériel est peut-être presque aussi vieux. L'autre beaucoup plus moderne ne fait que le tissage; elle date, sous sa forme actuelle, de 1921, et est munie d'un matériel moderne.

Toutes deux ont pour origine le traitement de la laine des moutons du pays (« laine des Pyrénées »), mais, depuis longtemps, cette laine ne suffit pas, et elles achètent une grosse partie de la laine qu'elles traitent à Barcelone (plus exactement à Sabadell et Manresa) qui leur fournit la laine cardée ou peignée. Dès

lors, moins bien placées que leurs concurrentes de Barcelone, tant pour les approvisionnements que pour les débouchés, elles n'ont pu tenir qu'en se spécialisant dans des travaux fins : « nouveautés » pour dames, et même « haute nouveauté ».

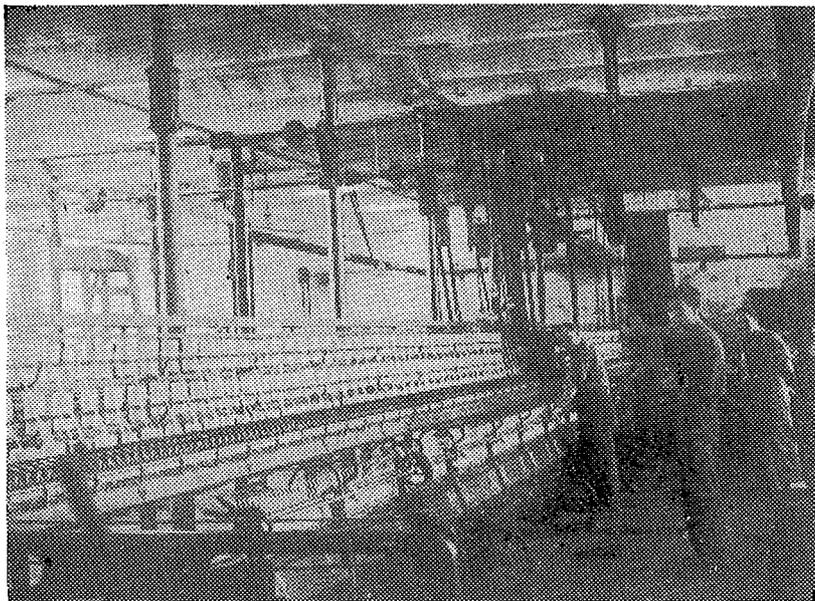
Les deux vieilles usines sont la propriété d'un Espagnol; la neuve est la propriété d'un Français. Ni dans l'une, ni dans l'autre, on n'a vu le patron depuis le 19 juillet. L'Espagnol réside à Barcelone, et ses ouvriers ont l'amabilité de lui envoyer chaque jour le « journal » des opérations faites dans la journée; le Français reste en France, et on ne lui envoie rien du tout. En fait, le patron est absolument comme s'il n'existait pas. Tout le pouvoir est entre les mains du Comité Ouvrier de Contrôle. Seul celui-ci décide, non seulement pour ce qui a trait à l'organisation du travail, mais pour toutes les questions commerciales, financières, etc. Ce Comité de Contrôle est, en réalité, un véritable conseil d'administration, si bien que, pour le moment, rien ne distingue ces usines « contrôlées » des usines « collectivisées ».

Une petite différence cependant : si le patron est bien, dans les usines contrôlées, totalement exproprié de sa puissance, il ne l'est pas complètement au point de vue financier, car il touche un « salaire ». Salaire de 250 pesetas par semaine, m'a-t-on dit à l'usine espagnole, sans qu'on soit bien sûr d'ailleurs du chiffre, salaire dont on ignore le montant et même l'existence à l'usine française.

Si, dans ces deux entreprises, la situation est identique au point de vue de l'intervention patronale, elle m'a paru différer, par contre, assez profondément, au point de vue direction. Dans l'entreprise espagnole il n'y a pas de directeur, c'est le Comité Ouvrier de Contrôle qui dirige directement; dans l'usine française au contraire, où il y avait, à côté du patron, un directeur, un Français de Roubaix, qui appartient à la maison depuis quinze ans, ce directeur a été maintenu, et c'est lui qui semble bien continuer à tout diriger en fait, le Comité n'intervenant guère que pour donner les signatures nécessaires.

En ce qui concerne la « marche des affaires », les deux entreprises ont été très fortement touchées par la guerre. A l'inverse de la fabrique de lait condensé dont la principale matière première est sur place et qui possède

des débouchés illimités, vu l'actuelle raréfaction en Espagne de presque toutes les denrées, ces usines textiles ont vu réduire considérablement, à la fois, leurs sources d'approvision-



La filature sous le contrôle ouvrier

nement et leurs débouchés. La guerre n'est pas, en effet, un débouché pour les tissus de « haute nouveauté », et, pour les tissus communs, les usines barcelonaises sont mieux outillées que celles de Puigcerda. Comme, d'autre part, ces mêmes usines barcelonaises sont à l'origine des approvisionnements en laine, et que ceux-ci sont très réduits, elles gardent pour elles la laine.

Le résultat de tout ceci est que, dans ces usines textiles, le travail marche tout à fait au ralenti; on y bricole plus qu'on n'y travaille. On y conserve cependant à peu près le même nombre d'ouvriers qu'auparavant (76 dans l'entreprise espagnole, 56 dans l'entreprise française), car on n'a pas d'emplois pour eux ailleurs.

Jusqu'ici, ces deux entreprises sont parvenues à payer les salaires par leurs propres moyens, en utilisant d'une part le produit des quelques ventes qu'elles réalisent, d'autre part les fonds qui étaient en caisse ou en banque le 19 juillet. A l'entreprise française, ces deux sources de fonds interviennent, m'a-t-on dit, pour un montant à peu près égal.

Une mine syndicale

J'ai indiqué plus haut les difficultés que rencontre la fabrique de lait condensé pour se procurer du charbon. La disette de charbon — dont les bateaux arrivent... ou n'arrivent pas — est en effet l'un des plus graves problèmes auxquels a à faire face l'Espagne républicaine.

Or, à dix kilomètres de Puigcerda, près du

village de Das, il existe un gisement de lignite qu'un propriétaire exploitait avant la révolution avec deux ou trois ouvriers. Les camarades de la C.N.T. de Puigcerda jugèrent qu'étant donné la pénurie de charbon, ce lignite pourrait rendre des services. On collectivisa donc la mine, et un groupe de mineurs de la C.N.T. se mit en devoir d'en développer l'exploitation.

A l'heure actuelle, la reconnaissance du gisement (constitué par une série de couches presque verticales), les travaux préparatoires et l'exploitation se font simultanément par deux puits d'une vingtaine de mètres de profondeur et comportant chacun deux étages. Naturellement, ce sont jusqu'ici les travaux de préparation qui sont les plus importants; néanmoins, au 20 février, les 36 ouvriers, qui y travaillaient en trois postes, extrayaient une quinzaine de tonnes par jour. La semaine suivante, on allait pouvoir embaucher 15 hommes de plus, et on comptait arriver assez rapidement, au fur et à mesure de l'exécution des travaux d'avancement, à 100 ou 150 ouvriers; on escompte, pour bientôt, une production quotidienne de 50 tonnes, et, plus tard, atteindre 100 tonnes.

Malheureusement, il ne s'agit pas de houille, mais de lignite qui, comme tout lignite, est très chargé en eau et en soufre; il ne convient donc pas à tous les usages, mais il est évident qu'en période de guerre il peut rendre des services.

Actuellement, ce lignite est transporté par camionnettes jusqu'à une gare distante de quelques kilomètres, d'où il est conduit par voie ferrée à des usines de ciment qui l'utilisent.

Cette entreprise, dont la création est l'œuvre exclusive de la C.N.T., est sous son contrôle exclusif.

L'EGALITE DES SALAIRES

On voit par tout ce qui précède que la nouvelle condition juridique des entreprises non seulement est diverse, mais qu'elle est même assez loin d'être fixée: on est en plein devenir, en pleine création.

Il fallait, avant tout, expulser le patron, et continuer à produire, malgré l'absence du patron. Cette tâche primordiale a été pleinement accomplie, et c'est là, pour aujourd'hui, l'essentiel.

Pour l'avenir, cela ne suffira pas. Les rapports des différentes entreprises entre elles, les rapports entre les entreprises, les syndicats et les pouvoirs publics (si ces derniers subsistent) devront progressivement se fixer d'une manière plus précise. On sait qu'en ce qui me concerne j'attache une importance décisive à la nature de ces rapports. C'est de leur nature que dépendra ce à quoi aboutira la collectivisation: à la création d'une société autoritaire, soumise à la toute puissance d'un Etat totalitaire, ou, au contraire, à une société d'hommes libres, formée par la réunion de libres groupes de producteurs.

Les rapports économico-juridiques de la nouvelle société tels qu'ils s'ébauchent actuellement à Puigcerda ne sont pas encore suffisamment évolués pour qu'on puisse dès maintenant augurer dans lequel des deux sens ci-dessus ils s'orienteront.

Par contre, il y a un point bien établi, qu'il s'agisse de coopérative, de services municipaux, d'entreprises collectivisées ou placées sous le contrôle ouvrier, c'est celui-ci: dans toutes ces entreprises, on applique le grand principe, le principe suprême, sans la réalisation duquel toute collectivisation perd sa raison d'être: l'égalité entre les hommes par l'égalité des rémunérations.

Un salaire unique, quel que soit le métier ou la fonction, tel est en effet le grand principe posé à Puigcerda, et qui y est mis en pratique, à très peu d'exceptions près.

Salaire unique, c'est-à-dire que vous touchez le même salaire, que vous soyez directeur, ouvrier qualifié ou manœuvre. Salaire qui, cependant diffère, d'une part selon le sexe, d'autre part selon le nombre d'enfants, en troisième lieu enfin selon l'intensité du travail à déployer dans l'industrie considérée.

Voici, en effet, les salaires pratiqués:

En dehors des usines, c'est-à-dire à la coopérative et dans les services municipaux, le salaire unique payé à tous les travailleurs, quel que soit leur métier ou leur « grade », est de 50 pesetas par semaine pour les hommes et de 35 pesetas pour les femmes (les miliciens, qui sont payés directement par l'Etat de Catalogne, à raison de 70 pesetas par semaine, versent 20 pesetas à la municipalité afin d'être sur le même pied que les autres travailleurs).

Dans les usines (textile et lait condensé) le salaire est un peu plus élevé: 55 pesetas pour les hommes et 40 pesetas pour les femmes.

En plus, pour tous: 5 pesetas par semaine de supplément par enfant.

Ces salaires ne comportent, à ma connaissance, que deux exceptions, qui s'appliquent toutes deux à des techniciens étrangers. Le technicien suisse, directeur de la fabrique de lait condensé, n'a droit qu'au même salaire que les ouvriers, mais on y ajoute des « gratifications »; quant au directeur français de l'usine textile, on lui a conservé le même salaire que celui qu'il avait précédemment.

Ces deux exceptions ne me semblent pas suffisamment importantes pour risquer de donner naissance à une tendance contraire au salaire unique. On peut dire, sans crainte de se tromper, que le salaire unique est la règle à Puigcerda.

Par là Puigcerda marche en tête vers le socialisme.

R. LOUZON.

POLITIQUE DE NON-INTERVENTION

« Le 17 mai le vapeur italien Camillas est arrivé à Cadix portant une forte cargaison de gaz asphyxiants. » (Les journaux).

NOTES

D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

Vous assassinez la République !

La contre-révolution en Espagne suit son cours et s'amplifie. On entame la campagne pour exclure du gouvernement catalan le seul représentant de la C.N.T. qui y soit encore; un décret ordonne la dissolution et le désarmement immédiats des patrouilles de contrôle; la terreur blanche s'accroît: des centaines d'arrestations sont faites à Barcelone, dix militants sont assassinés à Puigcerda par les gardes d'assaut (1), et, en de multiples autres points sans doute, des faits analogues se produisent que nous ne connaissons pas.

C'est donc en plein la contre-révolution; mais c'est, du même coup, et par cela même, la fin de la république, car la contre-révolution c'est la victoire assurée de Franco.

Les seules forces, en effet, qui comptent dans l'antifascisme espagnol sont les forces ouvrières, c'est-à-dire celles qu'aujourd'hui on brime, on emprisonne, on assassine.

Tout le monde sait qu'au 19 juillet, ce sont elles, et elles seules, qui ont brisé la révolte militaire; tout le monde sait qu'en novembre, lorsque les forces fascistes atteignirent Madrid, il était si évident qu'on ne pouvait résister qu'en s'appuyant sur la classe ouvrière que le nouveau gouvernement ne se constitua qu'après avoir obtenu la participation de la C.N.T.

Aujourd'hui, la situation est la même. Comme au 19 juillet, comme en novembre, ce n'est que sur la classe ouvrière et elle seule qu'on peut compter pour résister au fascisme, pour la bonne raison qu'une bourgeoisie espagnole antifasciste n'existe pratiquement pas. Petits bourgeois ou grands bourgeois sont tous fascistes ou « philofascistes » au fond du cœur, même lorsque, par prudence, ils acclament la république. Ce sont les ouvriers (et les paysans pauvres) qui constituent à eux seuls les milices ouvrières; ce sont les ouvriers qui, seuls, fabriquent dans les usines de Catalogne les munitions et le matériel qu'utilise tout le front. Comment alors voulez-vous faire la guerre à Franco en vous passant des ouvriers ?

Or, ces ouvriers sont, dans leur quasi-unani-

mité en ce qui concerne la Catalogne, des céentistes et des révolutionnaires, dans les autres provinces, la plupart de ceux d'entre eux qui sont les plus actifs, les plus résolus et les plus animés de l'esprit de sacrifice sont également des céentistes et des révolutionnaires. Comment, dès lors, voulez-vous avoir leur concours en fermant la bouche à la C.N.T., en assassinant ses militants, en tuant la révolution ?

« Pire que Franco », disait un camarade cheminot du front de Saragosse, en apprenant la constitution du ministère qui succédait à celui de Largo Caballero. « Ils sont plus fascistes que ceux d'en face », renchérissait un milicien. C'est là une vérité que savent tous les combattants, ceux de l'usine et ceux des tranchées; comment, avec un fossé si profond et qui se creuse tous les jours davantage, entre les « gouvernants » et les combattants — entre la contre-révolution poursuivie par les premiers et la révolution que veulent les seconds — peut-on espérer battre Franco ?

Oui, je sais bien l'idée de Prieto et Cie. Se passer plus ou moins des ouvriers de l'usine par l'intermédiaire des livraisons russes que Staline a très certainement promises si l'on se débarassait des « anarchistes »; et se passer des milices ouvrières en les remplaçant, d'une part, par des troupes professionnelles, et, d'autre part, par la nouvelle armée de conscription qui se forme actuellement avec les jeunes classes appelées sous les drapeaux.

Illusion.

Pour de multiples raisons, Staline ne livrera pas assez. Et quant à la nouvelle armée, il est impossible de compter sur elle. Les troupes professionnelles: gardes nationaux et gardes d'assaut ? Dès qu'on en fait monter quelques unités en ligne pour donner à ces policiers l'aurore du « front », les désertions, les passages aux lignes d'en face s'y succèdent. Quant aux jeunes conscrits de l'armée « populaire régulière » (qui, dès sa formation, se trouve privée des meilleurs éléments, ceux-là s'étant, dès avant l'appel de leur classe, engagés dans les milices), il n'est que de les voir en ligne pour se rendre compte de leur peu de valeur militaire. Exactement copiée sur l'ancienne armée espagnole, cette armée dite populaire n'est, comme elle, qu'une armée de parade. Dans les secteurs les plus calmes, installés sur les positions les moins avancées, et étroitement encadrés à droite et à gauche par des milices, les quelques éléments de cette nouvelle armée, qu'on s'est dès maintenant risqué à faire venir dans

(1) Notons également l'arrestation à Puigcerda de l'excellent camarade Tricheu, de Toulouse. Malgré la terreur blanche, ce camarade français n'avait pas quitté Puigcerda où il poursuivait sans doute son utile travail de tourneur. Ses 60 ans passés ne l'ont pas fait échapper à la fureur contre-révolutionnaire des bourgeoiso-staliniens.

les tranchées, témoignent d'une nervosité extraordinaire qui montre combien elles lâcheraient pied à la première alerte. Non ! Ce n'est pas avec les « soldats » de l'armée « populaire régulière », pas plus qu'avec les gardes d'assaut qu'on vaincra Franco. Les uns et les autres ne peuvent jouer qu'un rôle auxiliaire.

La bourgeoisie républicaine française a, à plusieurs reprises, en 1848 et 1871 notamment, poursuivi victorieusement sa contre-révolution, mais elle n'a pu le faire que parce qu'elle n'avait alors pas d'autre ennemi à combattre que le prolétariat. La bourgeoisie espagnole antifrançiste qui, elle, a à combattre Franco, l'Italie et l'Allemagne, ne peut, à l'heure actuelle, même avec l'aide de la Russie, s'offrir le luxe d'une contre-révolution. Si elle voulait s'offrir ce luxe, la chute de Bilbao — le Bilbao par où a commencé la contre-révolution : arrestation des membres du Comité Régional de la C.N.T., expulsion de la C.N.T. de son imprimerie en mars dernier, avant que commence l'offensive nationaliste, — serait suivie de beaucoup d'autres.

La continuation de la contre-révolution bourgeoise dans l'Espagne républicaine, c'est la défaite assurée de la république (2).

Le gouvernement Blum atteint

le record français de l'arbitraire policier

A l'occasion de la venue de Lebrun à Nice pour l'inauguration d'un Congrès, d'une pissotière et de je ne sais quoi encore, la police du Front dit populaire s'est livrée à un acte d'arbitraire dont il n'y a pas eu, je crois, d'exemple en France depuis les années 1893, 1894, à l'époque des bombes : on a arrêté et détenu, durant tout le séjour de Lebrun, tous les militants de la région dont la tête ne revenait pas à leurs commissaires de police. Cela, bien entendu, sans qu'aucun d'eux ait commis le moindre délit et sans qu'on se soit donné la peine de fournir comme prétexte le moindre motif d'inculpation. On est allé les arrêter chez eux ou à leur travail, en leur donnant comme seule et unique

(2) Staline, qui a commandé et fait diriger par ses hommes cette contre-révolution, s'en rend-il compte, et, changeant brusquement de politique comme à son habitude, travaille-t-il ainsi délibérément en faveur de Franco ? Ou bien commet-il l'une de ces erreurs formidables qui sont également dans son habitude en politique extérieure, comme celle qui lui a fait pousser à l'avènement d'Hitler, dans la pensée qu'Hitler, lui, serait contre la Pologne un allié plus sûr et plus fort que la République de Weimar ?

raison... que le président de la République venait à Nice.

Naturellement, ce sont surtout les camarades étrangers qui ont été victimes de cette forfaiture (on est internationaliste ou on ne l'est pas) ; des camarades étrangers, c'est-à-dire, en l'espèce, principalement des Italiens antifascistes (« notre cœur » est avec ceux qui combattent Mussolini, n'est-ce pas ?) mais les Français eux-mêmes, des Français 100 p. 100 ne furent pas épargnés par l'arbitraire policier, par exemple : les camarades Berthier et Campanelli (3), de Cagnes.

Qui donc disait qu'il n'y avait rien de changé avec le Front populaire ? C'est tout à fait inexact. Chiappe pratiquait l'« arrestation préventive », mais il ne la pratiquait que dans la rue. Dormoy, lui, vous arrête « préventivement » jusque chez vous.

N'oubliez pas, je vous prie, qu'il existe une Ligue des Droits de l'Homme, dont la totalité, sans doute, des membres du gouvernement actuel fait partie, et dont le premier devoir, si elle prenait au sérieux ses principes, serait d'exclure ceux qui viennent de porter une aussi formidable atteinte au premier et plus précieux des droits de l'homme : la liberté de son corps. Vous savez, l'article 7 de la Déclaration des Droits : « Nul homme ne peut être détenu que dans le cas déterminé par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites » ? Cet article a été outrageusement violé. Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme n'exclura cependant pas, soyez-en sûr, ceux qui l'ont violé ; il n'élèvera même pas sa protestation, parce que vous comprenez bien que la défense des Droits de l'Homme, ce n'est intéressant que quand ce ne sont pas les petits camarades qui sont au pouvoir.

Quelle chiasse, Messeigneurs !

A l'odieux s'ajoute habituellement le ridicule. Il n'est pas étonnant que cette visite de Lebrun sur la Côte d'Azur ait été aussi l'occasion du spectacle le plus grotesque qu'on puisse imaginer. C'est par milliers et milliers que, dès la veille de l'arrivée du « président », des gardes mobiles de tous pays et de toutes provenances ont envahi Nice. Et pas seulement Nice, mais tout le pays à l'entour, sur quarante kilomètres de distance ! Plus loin encore, il n'y avait pas un pont de chemin de fer, pas un tunnel qui ne soit gardé !

Devant cette avalanche de force armée, l'émotion populaire se traduisit en affirmant que les gardes mobiles étaient 35.000, et les bourgeois étrangers venus au congrès du Rotary crurent à la révolution !

Lorsque la peur atteint de telles proportions, elle confine à la folie. Paul I^{er}, le tsar fou, n'allait pas si loin lui-même dans les « mesures de précaution ».

Mais cette frousse est-elle seulement l'apanage de nos gouvernants ? Je crois bien que non. C'est le peuple français tout entier qui, actuellement, vit dans la peur. Cela frappe particulièrement lorsqu'on revient en ce pays après quelques mois d'absence. Personne ne vous y aborde sans vous demander votre opinion sur la plus ou moins grande imminence de tel ou tel danger. On a peur de tout. Peur de la guerre. Peur de la crise. Peur de la révolution.

Et nous sommes pourtant, paraît-il, les descendants de ceux qui craignaient seulement que le ciel ne leur tombe sur la tête !

Cette peur a donc peut-être une raison.

Pour moi, je la vois dans un fait sur lequel j'ai souvent essayé d'attirer l'attention : la disproportion entre la situation que son passé et certaines circonstances récentes ont fait à la France dans le monde et l'état actuel de ses forces.

L'issue de la guerre de 1914 a donné au peuple français, qui avait encore pour lui l'aurore d'être le peuple ayant apporté à l'Europe, à la pointe de son esprit critique et de ses baïonnettes, les principes du régime moderne, une situation hors de pair. Elle en avait fait, ou presque, le maître de l'Europe. La France était, sinon la première puissance mondiale, au moins la première puissance européenne. Le second plan sur lequel la guerre de 1870 l'avait un moment repoussée avait de nouveau fait place au premier plan. Le « coq gaulois » était en droit de pousser ses plus victorieux cocoricos.

Mais cette situation ne correspondait pas au rapport réel des forces. Ni par sa population, ni par sa puissance industrielle, la France n'est à même de dominer l'Europe, ou même seulement d'y jouer un rôle de premier plan. Sa puissance financière seule pouvait encore partiellement lui permettre de faire figure ; ce fut elle qui lui permit, ces dernières années, de s'acheter des alliés en Europe Orientale comme elle s'était achetée, avant 1914, l'alliance de la Russie ; mais ce dernier élément de puissance est maintenant bien ébranlé. Les temps ne sont pas loin où il sera impossible à la France de continuer à « tenir son rang ». Après avoir été maîtresse, il va lui falloir devenir servante. Ce sont des déchéances qui ne se produisent pas sans heurts et sans déchirements. C'est leur perspective, c'est la sensation confuse, mais très intense, qu'entre la position qu'il a et désire con-

server et ses possibilités de la conserver il y a un abîme, qui font qu'aujourd'hui le peuple français, toutes classes réunies, a peur.

La France change de maître :

Finaly a démissionné

Événement politique de première importance : Finaly a donné sa démission de directeur général de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Événement politique. On sait en effet que, sous l'impulsion de Finaly, la Banque de Paris et des Pays-Bas était la grande banque « de gauche » de la France. C'était elle qui avait fait le « Cartel des Gauches » de 1924 ; c'est de même elle qui fit le « Front Populaire » de 1936.

Si vous doutez de ce dernier point, veuillez vous rappeler ceci : le leitmotiv fondamental sur lequel fut orchestrée toute la campagne électorale dernière fut la réforme du statut de la Banque de France. Le slogan des « 200 familles » notamment avait trait au statut de la Banque de France, dont les régents ne sont nommés que par les 200 plus forts actionnaires. A l'époque, on ne fut pas sans s'étonner quelque peu que cette campagne pour la réforme de la Banque de France prenne le pas sur celles en faveur d'autres réformes qui semblaient d'un intérêt plus immédiat pour la classe ouvrière et pour les classes moyennes. Mais on put être étonné plus encore en voyant que la réforme de la Banque de France fut la première chose que fit le nouveau gouvernement : en un tournemain, le statut centenaire fut complètement transformé : jamais gouvernement n'avait tenu aussi radicalement, aussi scrupuleusement et aussi vite une promesse électorale. Il était facile d'en déduire qu'il s'agissait d'un engagement pris envers des puissances tout autrement importantes que le « corps électoral ».

Or, il suffit de lire la liste des anciens régents de la Banque de France, les élus des « 200 familles », pour comprendre aussitôt qui avait intérêt, un intérêt essentiel et fondamental, à cultiver le conseil de régence. Ce conseil de régence ne comprenait *aucun* des administrateurs de la Banque de Paris et des Pays-Bas, première puissance financière de France. Par contre, il comprenait tous les rivaux de la Banque de Paris, et notamment les Wendel, les Hottinguer, les Neuflyze, les Mirabaud, les Mallet, administrateurs et, principal actionnaire de son principal concurrent : la Banque de l'Union Parisienne.

D'autre part, rien d'autre qu'une révolution dans le statut de la Banque ne pouvait amener un changement de cette situation, puisque

(3) Ce dernier, gendre du camarade Boisvert, ancien secrétaire de l'Union Régionale Unitaire des Alpes-Maritimes.

c'étaient les actuels régents qui détenaient eux-mêmes ou par leur clientèle les actions de leurs électeurs, les 200 plus gros actionnaires, et que ces actions, ils les tenaient bien.

Pour que la Banque de Paris puisse obtenir dans la Banque de France sa part « légitime » d'influence, c'est-à-dire une part proportionnée à sa puissance financière, il fallait donc « démocratiser » la Banque de France. Car c'est cela *démocratiser*. Ainsi que nous le savions tous autrefois, mais ce sont des vérités premières qui se sont maintenant terriblement obscurcies, démocratiser, en régime capitaliste, c'est établir sous le couvert de la façade de la souveraineté du peuple le pouvoir des détenteurs de capitaux, proportionnellement aux capitaux qu'ils détiennent.

Le Parlement est nommé par le peuple, mais il est dominé et gouverné par les puissances financières, dans la mesure même de leur puissance respective, et cela obligatoirement, quels que soient les hommes ou les partis qui sont au gouvernement, parce qu'en régime capitaliste, il est aussi impossible à l'Etat de se passer des capitalistes qu'à la production de se poursuivre sans capitaux. Pour « démocratiser » la Banque de France, on a donc fait du nouveau conseil d'administration une sorte de petit Parlement, destiné, comme le grand, à servir de couverture et de façade à ceux-là qui, seuls, peuvent avoir la gestion réelle parce que seuls ils ont le capital. Et de même qu'en tout Parlement il faut, pour que celui-ci donne bien l'impression d'être le « représentant de l'intérêt général », des représentants ouvriers (autant que possible forts en gueule), de même on a eu soin de faire figurer en bonne place, parmi les nouveaux administrateurs de la Banque de France, ce pauvre Jouhaux, qui valait tout de même mieux que cela, mais qui s'est résigné, depuis vingt ans, à jouer le rôle des utilités dans les mises en scène de la bourgeoisie.

Il est probable que la Banque de Paris a dû également jouer un rôle décisif dans l'adoption de la politique française d'intervention en Espagne. La Banque de Paris est en effet intéressée en Espagne directement par sa participation dans la *Société Française des Pyrites de Huelva*, et, plus encore, indirectement par ses frères jumeaux de la Banque de Bruxelles et du Groupe Empain dont une des plus puissantes affaires, le trust d'électricité *Electrobel*, a ses principaux intérêts en Espagne.

On peut considérer comme certain aussi que c'est la Banque de Paris qui est à l'origine de l'ultimatum français à l'Allemagne de janvier dernier, au sujet du Maroc. Car la défense de ses intérêts au Maroc prime tout, pour la Banque de Paris. Le Maroc est, en effet, le plus

beau fleuron de sa couronne. La Banque de Paris est ouvertement la maîtresse, la seule maîtresse du Maroc français. Il n'y a rien qui ne s'y fasse sans elle. Tous les scandaleux et gras privilèges, c'est à elle qu'ils ont été accordés. C'est au Maroc — et sans doute au Maroc seulement — qu'elle a des filiales qui lui servent des dividendes de plusieurs fois 100 p. 100. Pour défendre contre l'ombre d'une menace sa situation au Maroc, la Banque de Paris n'avait pas hésité à faire faire la guerre du Rif par le « pacifiste » Painlevé; il va de soi que pour la préserver de la menace autrement sérieuse du capitalisme allemand, elle n'aurait pas hésité à faire faire la guerre à l'Allemagne par le non moins « pacifiste » Blum.

Cette étroite union qui règne, depuis quinze ans pour le moins, entre la Banque de Paris et les partis de gauche, va-t-elle être détruite par le départ de Finaly ? C'est la question du jour.

Dans sa lettre de démission, Finaly déclare qu'il part à cause de ses divergences avec Moreau, le président de la Banque. Ces divergences ne sont pas d'aujourd'hui. Elles étaient déjà signalées dans le livre de Hamon (et de X. Y. Z.), *Les Maîtres de la France*, qui est antérieur aux élections. Le fait que Finaly parte seulement maintenant indique qu'en majorité jusqu'ici, il est tombé en minorité. Or, Moreau est, contre la fraction juive de Finaly, le chef de la fraction catholique — et réactionnaire — de la Banque de Paris (Lehideux).

La victoire de cette fraction n'aurait-elle pas pour conséquence de faire abandonner par la Banque de Paris la politique consistant à faire faire ses affaires par les partis de gauche ?

Si oui, on peut être à peu près assuré que les jours du gouvernement Blum sont comptés. On ne voit pas trop, en effet, quelle puissance financière est prête à prendre la place que laisserait vacante la Banque de Paris, comme banque du Front populaire. Or, un gouvernement qui n'a pas de banque derrière lui est un gouvernement qui ne peut pas vivre.

Quand les maîtres s'en vont, les domestiques peuvent se préparer à faire leurs malles. M. Finaly s'en est allé...

R. LOUZON.

P. S. — La note ci-dessus, sur Finaly, était écrite et envoyée au cuisinier de la R. P. depuis près de huit jours, lorsque le ministère Blum est tombé. J'ai pensé qu'il n'y avait pas lieu de la mettre davantage « à la page ». Les événements vont parfois si vite qu'on n'a pas le temps d'enregistrer les causes que les conséquences se sont déjà produites.

R. L.

PARMI NOS LETTRES

A propos de l'évacuation d'Irun

Le camarade Cancouët, des Cheminots de l'Etat, nous adresse une lettre dont on va lire les passages essentiels :

J'ai lu dans le numéro 245 de la R. P. l'article de Louzon rappelant une interview qui aurait été donnée à un journaliste (lequel?) par le lieutenant-colonel Ortega, défenseur d'Irun.

Je regrette vivement que la R. P., dont j'ai si souvent apprécié la façon de voir, permette à R. Louzon d'affirmer avec une aussi grande légèreté des faits nettement déformés.

Je viens de passer plusieurs jours près des Pyrénées et j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec des hommes que je ne puis mettre en cause pour des raisons assez faciles à comprendre et je suis en mesure d'affirmer que l'évacuation d'Irun par nos frères d'Espagne n'est nullement imputable aux faits tels que les expose Louzon.

En effet, non seulement, les cheminots et les fonctionnaires français ont fait leur devoir et largement, mais les combattants d'Irun possédaient suffisamment d'armes et de munitions pour assurer la défense de la ville, si l'unité de commandement avait existé parmi les combattants républicains.

Il est donc foncièrement injuste de faire peser la lourde responsabilité de l'échec de nos amis sur les épaules de Léon Blum ou de tout autre fonctionnaire y compris les cheminots.

Voici la réponse de Louzon :

Je ne comprends pas très bien la portée de l'objection du camarade Cancouët. La déclaration d'Ortega contenait un fait; à ce fait, Cancouët répond par une appréciation. Mais une appréciation n'a jamais infirmé un fait.

Le fait énoncé par Ortega était celui-ci : durant la bataille d'Irun, un train de munitions, envoyé par Barcelone via la France, est resté plusieurs jours à Hendaye avant d'être envoyé à Irun, malgré les démarches pressantes d'Ortega.

Ce fait est-il vrai ou faux ?

Toute la question est là. S'il est faux, la R. P. a agi « avec légèreté » en reproduisant la déclaration du défenseur d'Irun; mais s'il est vrai, en quoi a-t-elle déformé les faits ?

Or, comme Cancouët, retour d'Hendaye, ne dément pas le fait, ni même aucun des détails rapportés, je dois en déduire que le fait est vrai et que l'enquête du camarade Cancouët elle-même en a confirmé l'exactitude. Alors ?

Quant à l'appréciation, celle que l'arrivée d'un train de munitions et de canons aurait été sans influence sur le sort d'Irun, alors que toutes les nouvelles publiées au moment même ont signalé que toutes les positions abandonnées ont dû l'être par manque de munitions, alors que le dernier effort des miliciens a consisté précisément à tenter de réoccuper la voie ferrée afin de permettre à ce train de passer (voir les quotidiens de l'époque), je n'en dirai rien, parce que toutes les opinions sont permises, même les plus extravagantes, — telle celle que j'ai si souvent entendu énoncer que l'unité de commandement aurait pu suppléer à l'absence de munitions — et qu'il n'y a rien à faire contre, du moment qu'elles sont conformes à l'intérêt de parti.

Deux mots encore, cependant :

1° Je ne connais pas le nom du journaliste qui a recueilli la déclaration d'Ortega, mais celle-ci a fait l'objet d'une dépêche de l'agence de presse espagnole Cosmos, publiée par la Soli dans les tout premiers jours d'avril. C'est sur le texte de la Soli qu'a été faite la traduction de la R. P.

2° Rien dans ces déclarations, ni dans le commentaire de la R. P. ne met en cause les cheminots d'Hendaye ou d'ailleurs. Tout au contraire. Personne ne s'est imaginé que c'est par négligence ou mauvaise volonté que les cheminots n'ont pas fait passer le train. C'est évidemment et uniquement à cause d'ordres reçus. Les seuls responsables sont donc celui ou ceux qui ont donné ces ordres. Il n'était pas possible de voir autre chose, ni dans les déclarations d'Ortega, ni dans mes commentaires.

R. L.

Les événements d'Espagne

L'article de L. Nicolas, publié dans la R. P. du 10 avril, a provoqué une longue réponse d'un militant de la Fédération Anarchiste Ibérique. Bien que les événements se soient précipités, et que la situation ne soit plus la même aujourd'hui que le 17 avril, date à laquelle notre correspondant nous écrivait, nous tenons à publier les passages essentiels de sa lettre. Notre ami Nicolas pourra, naturellement, y répondre, s'il le pense nécessaire :

Rétablissons d'abord la vérité sur une question de détail qui a quand même son importance; à aucun moment la C.N.T. n'a accepté, par « esprit de conciliation », une solution de la crise qui comporterait la continuation de l'ancien système pratiqué pour l'approvisionnement (Abastos), système qui a conduit à tous les abus signalés dans l'article du camarade L., mais signalés aussi, depuis les mois, dans notre presse confédérale. Bien au contraire, à part la question de la sécurité intérieure, c'est-à-dire la prétention de certaines forces réactionnaires, de transformer les corps de sécurité et de vigilance en Catalogne en des troupes policières imbuës de l'esprit de l'ancienne police réactionnaire et antiouvrière, la question la plus fondamentale qui a conduit à la crise était précisément celle de l'approvisionnement. Dans cette question, notre Confédération, constatant que toutes les protestations restaient sans résultat, devait exiger, dans l'intérêt de la révolution et de la classe prolétarienne, un changement radical de système, exigence à propos de laquelle elle ne céda pas un pouce de terrain pendant toute la durée de la crise jusqu'à la solution intervenue aujourd'hui, et qu'elle maintient aujourd'hui comme avant...

A propos des partis politiques, il me semble que certaines précisions s'imposent sur la situation réelle du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste en Catalogne, puisqu'il semble bien que votre correspondant, influencé par un sentiment de sympathie, ne distingue plus entre paroles et faits.

En ce qui concerne la situation du POUM, il est extrêmement facile de formuler un « programme nettement orienté dans le sens révolutionnaire », quand on a d'avance l'assurance que personne ne vous prendra au mot. Je parle ici de faits et point de sympathie ou d'antipathie. Il est un fait que le POUM n'a pratiquement rien à dire, que son action est pratiquement nulle, qu'elle se borne à des déclarations et à des manifestes. Que le camarade L. nous dise ce qu'a fait le POUM dans l'année 1937 soit comme responsable d'une action quelconque, soit comme opposant contre tant d'actions pratiques dont il ne se lassait pas de dénoncer le caractère réformiste et les conséquences néfastes. Pour prendre une déclaration au sérieux dans un moment plein d'activité tel que nous le vivons actuellement en Catalogne, il faudrait que le déclarant soit capable d'une action quelconque, au moins de celle d'empêcher quelque chose avec quoi il n'est pas d'accord. Il serait prudent d'attendre que le POUM manifeste cette capacité avant de prendre au sérieux les déclarations parfois très somptueuses qu'il émet.

...Il y a une autre erreur, bien plus grave pour un syndicaliste révolutionnaire, dans l'article du camarade L.: c'est la méconnaissance complète du

fonctionnement d'une organisation syndicale telle que la C.N.T. ou d'une organisation spécifiquement anarchiste telle que la F.A.I. Dans l'article, il est question de la « base ouvrière » anarchiste qui serait dans une opposition assez profonde avec ce que le camarade L. appelle les « dirigeants anarcho-syndicalistes ».

Or, il n'y a pas de « chefs » anarcho-syndicalistes. Les camarades de la C.N.T. ou de la F.A.I. qui ont une charge gouvernementale quelconque ne la détiennent pas personnellement, mais en tant que délégués de nos organisations. Les « ministres » Garcia Oliver ou Federica Montseny, les « conseillers » de la Généralité Domenech ou Isgleas ou Aurelio Fernandez, sont en réalité mandatés par la C.N.T. et la F.A.I. pour présenter et faire accepter les points de vue de ces organisations par le gouvernement. Leur présence n'est pas un acte individuel, mais la conséquence d'une décision de congrès; dans tous leurs actes, ils sont soumis aux directives du comité élu par le congrès et pour une décision plus importante, chaque fois un congrès plénier est convoqué pour s'exprimer. Avec plus de raison on pourrait imputer un rôle de chef aux comités, Péninsulaire, National, Régionaux, etc. des organisations; ceux-ci cependant décident également seuls dans des questions d'importance secondaire et, en général, doivent se borner à l'application des décisions organiques.

Si étonnant que cela puisse paraître, toutes les décisions importantes qu'ont prises la C.N.T. et la F.A.I. depuis la révolution du 19 juillet, émanent des décisions de congrès où toute la base a participé. L'entrée dans le gouvernement autant que le refus d'accepter le compromis exigé par le P.S.U.C., et par cela même la crise gouvernementale en Catalogne, comme tout ce qui se passe en Espagne, est discuté dans les assemblées des organisations. Inutile donc de chercher midi à quatorze heures, inutile de chercher, par exemple, dans cette résolution de la Fédération locale des Groupes anarchistes de Barcelone — qui d'ailleurs s'ajoute seulement à tant d'autres du même sens — quoi que ce soit en opposition avec la politique de ces « chefs » anarchistes-syndicalistes qui n'existent pas. Inutile encore de compter sur la « pression de la base » pour changer l'orientation générale de la C.N.T.; elle est faite selon les vœux de cette même masse.

Un arbitrage intéressant Un camarade de Limoges nous signale un intéressant arbitrage rendu fin mai 1937 dans un conflit qui opposait le Syndicat Général de la Céramique de la Haute-Vienne aux patrons de la Porcelaine :

Le Syndicat ouvrier demandait une augmentation des salaires de 20 %; les contre-propositions patronales étaient inférieures à 5 %. Le conflit, que n'avait pu résoudre la commission départementale de conciliation, fut soumis à un surarbitre. Plus encore que les augmentations accordées (6 francs par jour pour les hommes, 5 francs pour les femmes soit des augmentations de 8 % pour les plus hauts salaires à 16 % pour les plus bas pour les hommes, et pour les femmes de 9,6 % à 19 %), les considérants de ce surarbitrage sont importants à souligner et comportent des enseignements utiles.

Le surarbitre a en effet reconnu qu'il était nécessaire, dans un arbitrage, de tenir compte du rapport des forces en présence et que les grèves antérieures permettaient de déterminer ce rapport. Il a d'autre part, sous la forme voilée que comporte tout édifice juridique, reconnu légitime les réactions ouvrières contre le travail aux pièces.

Sur le premier point, les patrons prétendaient que les salaires n'avaient pas suivi, entre 1930 et 1936, la baisse du coût de la vie et qu'il convenait de prendre pour base des augmentations de l'indice du coût de la vie en 1930, et non pas celui de mai 1936, base de la convention collective. Or, l'indice en 1930 étant de 100, il était de 85 en mai 1936 et de 104 en mai 1937 : les augmentations de salaires

n'étaient donc pas justifiées, d'après les patrons.

Mais, en 1934, les patrons ayant décidé de diminuer les salaires de 10 %, il en était résulté une grève de quatre mois dans l'industrie de la porcelaine à Limoges. Cette grève se termina par un demi-succès ouvrier (les salaires inférieurs à 28 francs n'étaient pas réduits, les autres l'étaient de 5 %). C'est de cette grève qu'a tenu compte le surarbitre pour écarter les prétentions patronales.

Voici les termes de sa sentence :

« Considérant que la longueur de cette grève, ainsi que le résultat obtenu par les ouvriers sont la preuve que les salaires ne pouvaient pas être baissés davantage à cette époque, où cependant le dernier indice du coût de la vie était de 83,19 contre 100 en 1930;

« Considérant que la sanction de cette grève, exprimant le rapport des forces économiques en présence, eu égard aux conditions du moment, est un fait qui ne saurait être négligé;

« Qu'en conséquence, il ne paraît pas légitime de prendre en considération les conditions antérieures à la grève de 1934;

« Attendu que le relèvement des salaires annexé à la convention collective du 31 décembre 1936 porte effet du 1^{er} juillet 1936, date pour laquelle le dernier indice publié (15 mai 1936) était de 84,53.

« Considérant en conséquence qu'il est légitime de prendre pour base de discussion les salaires annexés à la convention collective en liaison avec le dernier indice publié à la date de leur entrée en vigueur;

« Les salaires qui doivent être pris en considération pour le réajustement consécutif à l'augmentation du coût de la vie doivent être les salaires de base annexés à la convention collective majorée des 20 %, résultat de l'application des quarante heures. »

En ce qui concerne le travail aux pièces, les patrons de Limoges prétendaient que le rendement des ouvriers de Limoges était inférieur à celui des ouvriers porcelainiers d'autres régions, et en particulier du Berry, et que, par conséquent, l'industrie de Limoges était déjà handicapée et ne pouvait supporter une augmentation de salaires.

Le surarbitre a déclaré :

« S'il paraît incontestable que les prix de façon sont, en général, plus élevés à Limoges que dans le Berry;

« Attendu que les conséquences à en tirer sont limitées par le fait que le travail aux pièces n'est pas généralisé (1) et, que, même dans certaines fabriques parmi les plus importantes, il n'existe pas d'ouvriers travaillant à façon;

« Attendu cependant que le travail à Vierzon ne présente généralement pas le même fini et n'est pas fait avec le même soin, ce qui explique une différence de qualité mais justifie d'autre part une différence notable de rendement;

« Considérant qu'il ne paraît pas recommandable d'accélérer la cadence du travail dans les fabriques de Limoges s'il doit en résulter un abaissement de la qualité qui fait le renom incontesté de la porcelaine de Limoges;

« Attendu que les fabricants de Limoges paraissent souvent rechercher l'augmentation du rendement au moyen du salaire aux pièces;

« Attendu qu'il est bien connu que, l'application systématique du salaire aux pièces, en présentant au fabricant la tentation de réduire les prix de façon, dès que la production augmente, provoque chez les ouvriers le sentiment que ce mode de salaire est un moyen de tirer de lui toujours plus de travail jusqu'à la limite des forces physiques sans cependant augmenter notablement ses moyens d'existence;

« Attendu que la réaction classique des ouvriers contre les abus du salaire aux pièces consiste dans la limitation de la production, soit par des mesures plus ou moins inconscientes, soit par l'application de décisions systématiques;

(1) Dans le Berry.

« Attendu que, compte tenu des observations précédentes, une différence de rendement est justifiée par une différence de qualité des produits;

« Attendu qu'il n'est pas apparu au surarbitre, au cours de son enquête, que la cadence du travail puisse toujours être augmentée sans inconvénient pour la qualité de la production et pour la santé de l'ouvrier,

« Estime, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération les différences, s'il y en a, entre le rendement des ouvriers de Limoges et de Vierzon. »

Un autre point à retenir dans cet arbitrage : il précise qu'un surarbitre ne peut tenir compte que des salaires minima pour établir des comparaisons avec les salaires d'autres régions ou d'autres industries et qu'il ne peut pas, par conséquent, être fait état des salaires des catégories ouvrières les plus privilégiées pour refuser une augmentation de salaires :

« Attendu que la charge du surarbitre porte sur les salaires minima de base qui sont la règle générale et non sur les salaires qui peuvent être perçus dans des conditions spéciales qui peuvent échapper à son appréciation;

« Attendu que les taux de salaires minima annexés ou inscrits dans les conventions collectives constituent des bases sûres d'appréciation de la situation des ouvriers les moins payés, qui sont en conséquence les plus atteints par l'augmentation du coût de la vie... »

Ce sont là des indications qui seront à retenir.

Notons que, parmi les nombreux arbitrages rendus jusqu'ici, il s'agit là d'un cas bien particulier qui ne permet nullement de conclure en faveur de la procédure instituée par la loi sur l'arbitrage obligatoire. Il y a là néanmoins une sentence dont nos camarades pourront se prévaloir dans d'autres conflits, auprès des surarbitres désignés par le Gouvernement.

C'était donc un précédent à signaler.

Regrettons à ce sujet que le quotidien confédéral n'ait pas cru devoir ouvrir une chronique suivie où seraient étudiés les résultats des surarbitrages. La classe ouvrière devrait être tenue mieux au courant du fonctionnement d'une loi qui touche de près à ses intérêts.

événements survenus à Barcelone auraient à Tortosa de sanglantes répercussions.

Or, voici ce qui advint :

Le mercredi de la semaine tragique, aux premières heures de la matinée, le commandant de la garde nationale républicaine de Tortosa, le lieutenant-colonel Domenech, à la tête de cinquante gardes, prend d'assaut le Central Téléphonique, après en avoir forcé la porte, et s'empare de toutes les dépendances ainsi que du contrôle des communications.

Sur ce, une commission composée de compagnons de la C.N.T. va parlementer avec le chef des forces policières, pendant que les autres camarades prennent toutes dispositions utiles. On arrive à un accord, selon lequel la police se retirerait de l'édifice et abandonnerait son attitude provocatrice, ce qui eut lieu en effet.

Le calme se mit donc à renaître, mais il devait durer peu de temps. A la tombée de la nuit, quelques éléments de la force publique, mêlés à des individus appartenant à différents partis, commencèrent à tirer à la faveur de l'obscurité, sur nos compagnons qui, dans la crainte d'un coup de main, patrouillaient dans les rues. La fusillade se généralisa, mais bientôt nos camarades dominèrent promptement les insurgés, et la tranquillité se rétablit. Les gardes qui avaient provoqué le conflit furent faits prisonniers; non seulement on respecta leur vie, mais on veilla à ce qu'ils ne manquent de rien.

La situation étant ainsi redevenue normale, on reçut la nouvelle qu'à quelques kilomètres de la ville se trouvaient des forces armées du gouvernement de Valence et que, selon des ordres formels du Comité Régional de la C.N.T., on ne devait pas s'opposer à leur passage. Ainsi firent nos compagnons. Mais leur loyauté n'eut point de contrepartie. Aussitôt arrivées les forces de Valence se mirent à arrêter tous ceux qu'ils trouvaient munis de la carte de la C.N.T.

En même temps, et comme si on n'avait attendu que cela, sortirent des locaux de l'U.G.T. et de ceux d'autres partis, de nombreux éléments armés qui commencèrent à effectuer des fouilles et des arrestations, de sorte qu'en peu de minutes le désordre et la confusion atteignirent les plus grandes proportions. Quant aux forces gouvernementales, au lieu de rétablir l'ordre, elles se joignirent aux factieux, mettant rapidement la tranquille et laborieuse ville de Tortosa à la merci de quelques individus.

Commença alors le pillage. Les demeures des affiliés à la C.N.T. furent assaillies, les envahisseurs s'emparèrent de tout l'argent, vêtements, objets et vivres qu'ils y trouvèrent.

Non contents de cela, ils partirent ensuite dans les villages du canton, où ils continuèrent à piller, surtout dans les collectivités paysannes de la C.N.T.. Dans l'un des villages qu'ils traversèrent, Tivenys, ils publièrent un ordre selon lequel toutes les propriétés qui avaient été réquisitionnées devaient être rendues, à partir de ce moment, à leurs anciens propriétaires. Naturellement personne ne prit au sérieux cette folie, mais elle indiqua bien l'idéologie séditionnaire.

Les prisons de Tortosa se trouvèrent bientôt pleines; on ne devait pas tarder à les vider.

En effet, dans la nuit de jeudi 6, un individu, connu sous le nom de « Chaparro », avec quelques hommes de sa bande et un garde d'assaut dont nous ne connaissons pas le nom, se rendit dans les cachots de l'Hôtel de Ville, où étaient détenus une vingtaine de camarades ainsi qu'un caporal de gardes d'assaut qu'on avait arrêté parce qu'il s'était refusé à tirer contre les travailleurs. *Sous prétexte de les amener à un interrogatoire, on les fit sortir à peu près tous, entre autres ledit caporal d'assaut nommé Bebrer, ainsi qu'Antonio Odena et le militant connu Rogelio Tena. On les emmena tous en direction de Tarragone, enchaînés et sous escorte. De ce qu'il advint ensuite, nous ne pouvons rien dire, si ce n'est qu'en effet, on les trouva à Tarragone, mais à l'état de cadavres, jetés à la voirie comme des chiens...*

FAITS ET DOCUMENTS

La terreur blanche en Catalogne Nous donnons ci-dessous le récit, emprunté à *Solidaridad Obrera* des 15 et 16 mai, des événements survenus à Tortosa petite ville de Catalogne pendant la semaine tragique du 3 mai :

A Tortosa, l'arrivée des gardes de Valence est le signal du pillage et de l'assassinat

Nulle part en Catalogne ne régnait une meilleure entente entre militants de la C.N.T. et de l'U.G.T. qu'à Tortosa. Toutes les difficultés d'ordre collectif qui pouvaient se présenter dans la ville ou dans les villages étaient résolues par les représentants des deux Centrales avec la meilleure bonne volonté. Si bien que malgré qu'aient été supprimés dans toute la Catalogne les meetings en commun projetés pour le 1^{er} mai, les compagnons de Tortosa firent tout leur possible pour que celles des ces réunions annoncées dans la région puissent se tenir. Aussi personne ne pouvait-il penser que les

ENTRE NOUS

Les augmentations générales des prix pèsent lourdement sur le budget de la R. P. et les deux dernières factures de notre imprimeur comportaient encore une nouvelle majoration de 5 %.

De nombreux périodiques ont dès maintenant élevé leur prix de vente et, depuis le 1^{er} juin, les journaux sont augmentés de 0 fr. 10.

Nous sommes cependant décidés à maintenir les prix actuels de la R. P., tant pour les abonnements que pour la vente au numéro. Mais vous connaissez notre budget; vous savez que nous n'avons pas de ressources cachées: la R. P. ne peut vivre que grâce à l'effort de tous ses amis. C'est à eux que nous faisons appel.

Abonnements de soutien

Que nos abonnés de soutien ne nous oublient pas! Nous publions ci-dessous le détail des sommes que nous avons reçues d'eux en 1936 et depuis le début de 1937. A ceux qui n'ont payé qu'une partie de leur abonnement en 1936, ou qui n'ont rien versé, nous demandons de se mettre à jour dans la mesure de leurs possibilités. Nous demandons à tous de nous envoyer le plus tôt possible leur souscription pour 1937.

1936: Barrué, 100; J.-B. Bory, 50; Mlle Boyer, 100; H. Brion, 100; Chambelland, 260; Chaneaux, 100; Cornec, 100; Charbit, 300; Croze, 100; V. D. (Paris), 100; Delhermet, 100; Delsol, 100; Djoukitch, 100; Finidori, 36; Flouret, 150; Fronty, 65; M. G. (Loire), 100; Garnery, 200; N. Garnery, 100; Hagnauer, 70; Lafontaine, 50; Lancia, 100; Lévy, 78; Leblanc, 100; Lebeau, 90; Leunois, 100; Louzon, 1847,25; L. T. (Seine), 100; Henri Marguerite, 300; Marzet, 50; Maupieux, 50; Monatte, 100; Pinty, 100; Ragnier, 100; Richard, 60; Romagne, 100; Sandillon, 200; Thévenon, 100; J. Vidal, 100.

Janvier à Mai 1937: Barat, 100; H. Brion, 50; J.-B. Bory, 50; Chambelland, 50; Croze, 100; Djoukitch, 100; Finidori, 20; M. G. (Loire), 100; Lancia, 100; Leblanc, 100; Leunois, 100; Lévy, 100; L. T. (Seine), 100; Maupieux, 50; Pinty, 100; Richard, 60; Romagne, 50; J. Vidal, 100. — Total: 1.430 fr.

Renouvelez! Renouvelez!

Renouvelez votre abonnement avant expiration, ou tout au moins répondez aussitôt à notre circulaire de fin d'abonnement, sans attendre le recouvrement par la poste: vous nous éviterez du travail et, à vous ainsi qu'à nous, des frais supplémentaires (frais de recouvrement, traites refusées ou présentées en votre absence).

Notre souscription permanente

En nous faisant parvenir votre réabonnement, pensez à notre souscription. Elle a un peu chômé ces derniers mois. Voici les sommes que nous avons reçues depuis le début de l'année:

Janvier: Alhomme (Paris), 5; Arnoux (Var) 15; Béranger (Seine), 10; Brugaud (Paris), 10; Charroin (Seine), 10; Cuny (Paris), 10; M. D. (sur promotion au choix), 100; Girod (Paris), 5; G. Goujon (Seine-Inférieure), 10; Gorce (Gironde), 10; Hilbert (Seine), 5; Leblanc (Aisne), 10; Leblanc (Haute-Vienne), 5; S. Lefèvre (Calvados), 10; Lorillard (Indre), 10; Mader (Oise), 15; Minard (Paris), 10; Meunier (Creuse), 10; Millet (Cher), 10; E. Pin (Bouches-du-Rhône), 10; Renon (Haute-Vienne), 10; Vaillard (Seine), 10; Verry (Puy-de-Dôme), 10. — Total: 310.

Février: Achard (Rhône), 60; Chapey (Seine), 5; Fronty (Seine), 8; Martin (Rhône), 10; Pilandon (Seine), 10; E. Pin (Bouches-du-Rhône), 10; Querlelet (Paris), 6; R. Thiéry (Nord), 500; Sanfrignon (Vienne), 5; Thomas (Indre), 5. — Total: 619.

Mars: Chapotol (Paris), 6; Farsy (Pas-de-Calais), 15; Martin (Drôme), 5; Martinet (Paris), 10; Marzet (Seine), 10; Miniconi (Corse), 10; Mitelette (Aisne), 5; A. Pelletier (Paris), 10; Piron (Seine), 10. — Total: 81.

Avril: Bouveyron (Seine), 10; Lagain (Côtes-du-Nord), 5; Lorient (Seine), 10; Menicucci (Alger), 10; Nouvelle (S.-et-O.), 10; Pellerin (Seine), 10; A. Pelletier (Paris), 20; M. Poulter (Rhône), 10. — Total: 85.

Mai: Chambon (Paris), 10; Debard (Drôme), 10; L. Rivet (Loire), 3. — Total: 23.

Vente au numéro

Bien qu'encore très insuffisante, notre vente au numéro se présente cependant dans des conditions un peu meilleures cette année, surtout dans la région parisienne, où, grâce à l'activité de quelques camarades dévoués, nous avons pris pied dans quelques usines métallurgiques (Brandt, Citroën, Nieuport, Sautter-Harlé, etc...). Notre effort doit se poursuivre dans ce sens. Ce qu'ont fait ces camarades, d'autres peuvent le faire, et leur expérience montre que notre revue peut toucher les usines — ce que nous savions déjà. Afin de faciliter cette diffusion, à tous ceux de nos camarades qui vendraient chaque quinzaine une dizaine de R. P., nous pourrions faire des conditions spéciales, équivalentes à l'abonnement; qu'ils nous écrivent. Mais nous demandons également à tous ceux de nos amis qui reçoivent plusieurs numéros de nous les régler régulièrement.

Des listes de possibles!

De nombreux camarades nous ont toujours reproché le prix trop élevé de la revue, qui faisait obstacle à sa diffusion. Mais à 40 francs par an, la R. P. est de moins en moins une revue chère. Que tous nos amis en profitent pour redoubler leurs efforts. Diffusez la R. P. autour de vous; envoyez-nous des adresses d'abonnés possibles, à qui nous ferons le service de 3 ou 4 numéros; faites-nous des abonnés!

Pour les Enfants d'Espagne

De nombreux camarades nous envoient à la R. P. des souscriptions pour les orphelins espagnols et en particulier pour le paiement des carnets de la tombola organisée par le Comité pour l'Espagne libre.

Nous les en remercions tous.

Il ne nous est pas possible de leur en accuser réception à chacun d'eux, ni de publier ici même, faute de place, les sommes reçues. Mais nous les transmettons régulièrement aux diverses organisations.

Que nos amis nous indiquent de façon précise la destination des sommes qu'ils nous envoient.

MISE EN GARDE

Un escroc se disant réfugié autrichien, ou allemand, ou yougoslave, et tantôt architecte, tantôt typographe, tantôt employé des P.T.T., se présente chez des camarades de la R. P. en demandant des secours et présentant des recommandations écrites, variées et fausses. Le recevoir comme il convient et le démasquer si possible.

38^e MILLE

C'est le chiffre atteint par le
nouveau tirage de la brochure de

M. YVON

Ce qu'est devenue la Révolution russe

- Devant la demande croissante, nous avons été obligés de procéder à un nouveau tirage de **20.000** ce qui porte le chiffre total à **38.000**.
- Le plomb des premiers tirages étant usé, il nous a fallu refaire la composition en entier, à des prix plus élevés, en raison des augmentations de main-d'œuvre et de papier.
- Cependant, pour faciliter la vente, nous laissons le prix à **2 fr.** et **2 fr. 25** franco l'exemplaire, mais nous revenons aux anciens prix de gros :
- Pour 5 exemplaires franco **10 fr.**
Pour 10 exemplaires franco **18 fr.**
Pour 50 exemplaires franco **75 fr.**
Pour 100 exemplaires franco **130 fr.**

Achetez et diffusez !

Faites connaître la vérité sur l'U.R.S.S. !

Utilisez, pour vos commandes, notre compte de chèques postaux :
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e. Compte n° 734-99-Paris

L'opinion de la presse ouvrière

sur

L'ECONOMIE CAPITALISTE

**NOUVELLE ÉDITION
de R. LOUZON**

Ce que disent les uns...et les autres

Louzon s'est attaché, tant dans l'exposé des principes que dans la démonstration des problèmes, à éviter la métaphysique des arguments psychologiques pour s'appuyer sur la réalité scientifique. Il le fait avec le maximum de simplicité, sans aucune pédanterie, en essayant d'être concret le plus possible.

(Le Fonctionnaire Syndicaliste.)



Cette étude magistrale doit être entre les mains de tous ceux qui veulent saisir le mécanisme de la société capitaliste et en dégager les conclusions nécessaires.

(Le Semeur.)

Le livre du camarade Louzon m'a profondément affligé...

Je trouve notamment déplorable que dans notre mouvement révolutionnaire de gauche, où il faut avoir les deux pieds fermement placés dans la vie réelle pour pouvoir faire « œuvre constructive », on fasse encore de la métaphysique économique...

Les bases sur lesquelles Louzon fonde la valeur d'échange, ainsi que les calculs mathématiques dont il se sert, sont, scientifiquement parlant, *absolument faux*...

Un certain simplisme, encore excusable du temps de Marx, ne l'est tout de même plus de nos jours chez Louzon.

(Plus Loin.)

Jugez par vous-même !

L'ECONOMIE CAPITALISTE

PRINCIPES D'ECONOMIE POLITIQUE

UN BEAU VOLUME DE 208 PAGES ET 3 GRAPHIQUES

12 FRANCS (FRANCO)

Utilisez pour vos commandes notre compte de chèques postaux :
REVOLUTION PROLETARIENNE, 54, rue du Château-d'Eau, 54 -- PARIS (10°)

Compte N° 734-99 Paris